

Relevé des interventions des membres du CN du 7 novembre 2020

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Vincent Boivinnet – Gironde (*non communiquée*)

Lydia Samarbakhsh – Paris

Je laisserai Vincent Boulet, responsable Europe, aborder la dimension européenne de nos combats en particulier sur les enjeux de l'emploi et de la démarchandisation de la santé et des médicaments.

Je voudrais dans cette intervention apporter quelques éléments de réflexion à verser à l'analyse de l'évolution de la situation internationale et de la phase de crise systémique dans laquelle le monde a basculé avec la pandémie de Covid19.

D'abord, un message à l'adresse des peuples boliviens et chiliens, et de nos camarades chiliens et boliviens pour leur redire combien les batailles électorales qu'ils viennent de remporter, dans des climats répressifs intenses, rouvrent l'espoir pour tous les peuples et pays du monde. Et pour les assurer de notre soutien continu et de notre totale solidarité dans les tentatives et menaces de déstabilisation qui persistent et qui sont encouragées en premier lieu par l'Administration Trump mais aussi, en Bolivie en ces jours d'investiture présidentielle, et au Chili dans la campagne pour l'élection au suffrage universel de l'Assemblée constituante ; de ce point de vue, la France, les pays membres de l'UE et l'UE elle-même se sont révélés en-dessous de tout depuis le coup d'État de 2019 en Bolivie, et devant la victoire du OUI au référendum au Chili.

Sur les élections générales et la présidentielle aux États-Unis, je vous renvoie à l'Edito de la NewsLetter Lettres des relations internationales (NLLRI) publiée hier. Biden n'est pas encore élu à cette heure mais il ne s'agira pas d'une victoire « étriquée » puisqu'il a 4,5 millions de voix de plus que Trump et qu'il devrait atteindre, et peut-être dépassera-t-il les 270 délégués, alors que Trump en compte 214 et trois des États où le décompte se poursuit ou bien un recomptage est engagé seraient favorables à Biden ; et enfin que l'élection des représentant-e-s de la gauche de transformation sociale du Parti démocrate a été rendu possible par le rassemblement cette fois de toutes les forces de gauche derrière le candidat démocrate. Il faudra certes analyser l'essoufflement de la dynamique l'empêchant de remporter dès le 3 une victoire franche et nette sur Trump mais c'est surtout l'ancrage du « trumpisme » qui survivra à Trump qu'il faut analyser de près et qui traversent toutes les classes sociales, et qui imprègnent classes dominantes et moyennes, « blanches », étasuniennes.

L'essentiel de mon propos tente d'élargir la focale comme nous y invitait fin mai, Didier Fassin dans un entretien au Monde, où il soulignait que la crise pandémique « avait rétréci notre vision du monde...

Sous l'effet de la mondialisation qui n'est pas nouvelle en soi, qui connaît plusieurs phases historiques chacune aux caractéristiques spécifiques, une mondialisation qui est un processus géo-historique, un système qui est **à la fois** politique, économique, stratégique et dont chaque phase historique présente des caractéristiques spécifiques (cf. rapport du CN de janvier 2020), nos sociétés connaissent des ruptures dans leur fonctionnement et leur développement – dont il faut bien percevoir les dimensions contradictoires.

Dans quel contexte la pandémie et la crise sanitaire sont-elles intervenues ?

Tout d'abord je veux rappeler que la pandémie s'est développée dans un contexte de crise économique et sociale qui allait et va en s'aggravant, c'est vrai, et aussi sur fond d'un mouvement à l'échelle mondiale de luttes et mobilisations populaires contre les inégalités sociales générées par les politiques néolibérales austéritaires, contre les confiscations des pouvoirs, droits et libertés, la corruption, l'autoritarisme et les violences sociales et politiques, les violences faites aux femmes en particulier qui ont pris des dimensions de luttes nationales (je pense en particulier au Chili, à la Pologne, aux États-Unis).

Et la crise sanitaire – qui, je le rappelle aussi, a pour l'une de ces particularités premières d'avoir révélé au grand jour l'incapacité à juguler et endiguer la pandémie dans les pays développés, y compris de la 1^{ère} puissance mondiale c'est à dire partout où les politiques publiques de santé ont été sacrifiées sur l'autel du marché et de la finance–, cette crise sanitaire a jeté un violent coup de projecteur sur l'expérience commune aux peuples du monde : tout le monde est menacé et sans solidarité effective, aucune maladie ne peut être vaincue dans un seul pays ou sur un seul continent. C'était vrai au XVe ou XVIe siècles, c'est deux fois plus vrai aujourd'hui parce que les échanges humains et commerciaux ont considérablement augmenté. La crise a ainsi violemment rappelé que la mondialisation est **« une construction dynamique, instable et conflictuelle » est qu'elle est « le fruit de rapports de forces ».**

Mais la coopération internationale, incomplète, qui a été développée par exemple sous l'impulsion de la Chine ou de Cuba, ou encore au sein de l'UE et à une plus petite échelle entre l'Allemagne et la France, ou encore, au contraire, les épisodes de vols de masques sur les tarmacs ont aussi ouvert un espace politique pour porter l'exigence d'un monde plus solidaire et d'une mondialisation pour l'humain et la planète d'abord plutôt que les profits. Pour autant, le cloisonnement, la séparation, la stigmatisation de l'Autre (« virus chinois ») gagnent partout du terrain. Avec le re-confinement, nous devons contribuer à empêcher l'idée que c'est en érigeant des barrières que l'on résoudra les problèmes, et en cela s'appuyer sur les ressorts des mobilisations massives de 2019 malgré leurs contradictions ou lacunes mais qui ont imposé sur la scène politique l'exigence de satisfaction des besoins des peuples et des travailleurs en matière d'enjeux sociaux, économiques, politiques et écologiques tout ensemble.

Sur les mouvements politiques et sociaux de 2019 que la crise sanitaire a relégué à l'arrière-plan mais qui persistent, d'abord 2 remarques :

*Après la chute du mur de Berlin, la mondialisation néolibérale s'est imposée, asphyxiant le social puisqu'il devait désormais résulter du prétendu « ruissellement » et ce faisant a contribué à délégitimer le débat et l'action politique en l'asservissant aux injonctions économiques

*Depuis le début du XXI^e siècle, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de dynamique des mouvements politiques et sociaux qui se mondialisent mais qui ne s'internationalisent pas, qui ne forment pas encore une internationale, à quelques exceptions près mais même celles-ci dans des proportions limitées : printemps arabes, Occupy wall Street, Indignés, Gilets Jaunes, #MeeToo, #ClimateChange... avec un rebond et des élargissement en 2019 avec le mouvement de solidarité suscité par l'assassinat de George Floyd. A côté de leur simultanéité, ils connaissent des points communs : dignité, rejet des systèmes en place et du néolibéralisme, dédagisme...

Ils peuvent remporter des succès (Bolivie, Chili) mais aussi des revers (pays arabes, Pologne) Ils s'enracinent dans leur contenu et leur forme dans des mouvements antérieurs mais ils portent des caractéristiques nouvelles.

*Tous véhiculent une forte radicalité mais ne portent pas de projets politiques ou idéologiques alternatifs d'ensemble ; ils ne sont pas structurés autour de structures politiques et organisationnelles parce qu'il n'y a pas de forces transformatrices suffisamment fortes à mêmes de transformer les frustrations, les humiliations et les souffrances en une demande articulée.

Tous les mouvements cherchent à se relier dans une perspective locale, nationale et internationale. Mais les nouvelles cultures sont sans dimension internationalistes au sens classique du terme. . Tous ces mouvements se reconnaissent comme faisant partie d'un même élan démocratique et d'émancipation. Mais le cadre national reste celui dans lequel ils s'organisent et que les populations se mobilisent.

Tous ces mouvements sociaux, féministes, environnementaux... expriment une défiance à l'égard du politique, des partis et des institutions et prennent leur distance avec les stratégies qui ont structuré les mouvements révolutionnaires au XXe.

Sans rejeter les élections, ils ne croient plus vraiment à l'idée que la transformation de la société proviendra seule de la conquête du pouvoir d'État par les partis institués.

Tous ces mouvements incorporent les évolutions philosophiques, culturelles et politiques de long terme : bien(s) commun(s), sécurité humaine, « démocratie réelle », critique des modes de production et développement, et « égalité réelle ».

Toutes ces dynamiques sociales sont soit incomprises, soit ignorées ou méprisées par les « politiques » ; le plus souvent, pour ce qui nous concerne, nous courrons après. Seule la Covid 19 est parvenue à les contenir mais l'approfondissement de la crise devrait accentuer leur durabilité.

Enfin, ces luttes peuvent avoir des dimensions progressistes mais aussi réactionnaires d'autant que la mondialisation si elle favorise la conscientisation, elle nourrit aussi les peurs que de nombreuses forces ont fait leur ligne de combat politique pour contenir les demandes sociales et politiques.

Dans les luttes actuelles, il n'y a rien de spontanément révolutionnaire a fortiori dans une situation persistante de l'éparpillement et de l'affaiblissement des organisations communistes et d'émancipation humaine. Les issues sont opaques et le danger est grand de voir les forces populistes et ultra-réactionnaires marquer des points.

Qui des forces progressistes ou réactionnaires l'emportera ? Rien n'est fait mais si nous sommes partisans qu'une autre mondialisation s'impose, la question n'est-elle pas de, tout à la fois, dépasser les logiques de domination capitaliste et de concevoir une co-gouvernance (il ne s'agit pas d'un « gouvernement mondial » mais de règles communes et de logiques motrices) de ce monde fondée sur les principes de solidarité internationale des peuples et des travailleurs, où tous les peuples compteront pour un.

Pour conclure : Un parti communiste de son temps qui lutte pour la sécurité humaine collective dans toutes ses dimensions sociales, économiques et politiques, et contre la domination du capital se doit d'être à la hauteur de ces enjeux et d'en travailler les contradictions. Partir du réel pour le transformer plutôt que de croire qu'il est tel qu'on voudrait qu'il soit au risque de passer complètement à côté des mouvements sociaux et politiques qui traversent et mobilisent les peuples et travailleurs, et, finalement, laisser la bourgeoisie le conserver en l'état.

Enfin, je veux souligner ici la persistance des carences d'information interne des communistes, qui ne date pas d'hier mais qui en période de pandémie et de confinement ou de couvre-feu devient un obstacle à l'action des communistes – et aussi à leur unité : je propose par conséquent que les productions régulières (bulletins) de tous les secteurs de travail du CN soient systématiquement envoyées à tous les adhérent-e-s dont nous avons centralisé les adresses électroniques.

Gisèle Malaval-Aube

Mon intervention portera sur la stratégie de notre parti dans cette période particulière où tous les partis utilisent plus ou moins la conjoncture de crise en vue des élections à venir. Il fallait évidemment réagir devant les événements tragiques que nous avons vécus et Fabien a très bien fait de parler de fascisme islamiste pour définir l'objectif politique et non strictement religieux ou civilisationnel de ces assassinats. Parler aussi des crises sanitaire et écologique comme nous le faisons, en tant qu'objets politiques, en montrant les responsabilités écrasantes des capitalistes dans ce désastre, va de soi mais c'est bien de le répéter. Mais il me semble que ce serait précisément le bon moment pour exposer nos propositions politiques ; alors j'ai été très surprise de voir que les propositions de nos parlementaires « pour une transformation économique sociale et écologique » en septembre dernier ne contenaient pas la proposition de loi sécurité-emploi – formation, portée depuis plus de 20 ans avec une constance très relative, présentée à l'Assemblée nationale en 2017, et qui est en soi

révolutionnaire. Pourquoi ne pas l'avoir fait? Si nous voulons, suivant ainsi les décisions du dernier congrès, présenter des candidats à toutes les élections pourquoi ne pas mettre en évidence cette bataille idéologique, sans nous soucier de sa compatibilité avec d'éventuels partenaires? Ne pas le proposer revient, d'une certaine manière, à gommer le caractère révolutionnaire que doit avoir notre parti pour pouvoir transformer la société, en modifiant l'utilisation de l'argent public. Or la montée des fascismes en France montre bien que notre société est à transformer urgemment.

Il me semble aussi qu'à propos de la crise sanitaire et écologique nous pourrions reprendre les idées des Assises de l'écologie 2018, et en particulier reprendre l'idée d'une définition des biens communs; je ne parle pas ici des services publics, biens communs qui font partie de notre identité et de nos combats permanents, je parle des biens communs naturels, l'eau, la terre, l'air, la biodiversité, de leur gestion et de leur protection, à l'échelle nationale et mondiale - ce qui est un peu absent de la brochure « construisons la France en commun » alors que nous en parlons par ailleurs-. Nous pourrions le faire, par exemple, à partir de l'idée de « capitalocène », pour reprendre le terme de Benjamin Coriat quand il qualifie l'anthropocène, ce qui serait aussi une manière d'expliquer pourquoi une écologie qui ne combat pas le capitalisme ne sert à rien, pourquoi elle doit être planificatrice et pourquoi elle ne peut qu'être internationaliste. En résumé et dans la perspective des élections à venir, je pense qu'il est temps d'afficher beaucoup plus clairement notre différence sur ces enjeux si cruciaux car il est même possible que cette différence apparaisse pour beaucoup comme la seule issue réaliste à la crise dans laquelle l'humanité s'enfonce.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Il est clair que nous vivons une période compliquée, une période difficile, anxiogène où les faits d'actualité défilent à grande vitesse. Et l'isolement ou la seule possibilité de se parler par intermédiaire d'écran ne facilitent ni la réflexion, ni le débat, ni l'argumentation, ni la communication entre les communistes ou avec la population. Mais le parti communiste français ne peut pas se résoudre à subir l'information et surtout subir les amalgames réactionnaires, simplistes, dangereux entre migration, terrorisme et religion.

Nous ne pouvons pas en tant que communistes nous habituer au vocabulaire de l'extrême-droite, de la droite ou d'un Manuel Valls pour débattre de ces sujets.

Il est intolérable de laisser croire ou de laisser dire que l'immigration serait un « problème à régler » ou « une anomalie à résoudre » ou « un problème de sécurité » que l'on réglerait en multipliant par 2 le nombre de policiers chargés de la surveillance des frontières comme l'a annoncé Macron cette semaine. Nous devons mener la bataille idéologique sur ces thèmes, sur les questions migratoires comme sur les autres sujets en revenant à la réalité des faits : là où leurs paroles sont fondées sur la peur-panique, nous devons réintroduire du raisonnement politique, des principes politiques, des propositions politiques. Par exemple, avant la pandémie, la droite, l'extrême-droite, LREM, expliquaient que les réfugiés, les demandeurs d'asile et les sans-papiers mettaient en péril le système de santé et faisaient peser un poids trop lourd sur les capacités d'accueil des hôpitaux. On voit aujourd'hui que le péril de notre système de santé est essentiellement dû - non au modeste 0,5% d'AME dans les dépenses de santé — mais bien à leurs politiques d'austérité, au manque de recrutement et de formation de nouveaux personnels... Il y a des pays confrontés à la même situation et font un autre choix : le Portugal, en l'occurrence, qui a la lucidité de régulariser (même si c'est seulement « temporairement » dans un premier temps) les sans-papiers de leur pays pour leur permettre d'accéder aux soins et d'éviter une plus grande propagation de l'épidémie. C'est une décision responsable, et humaine. -C'est pourquoi pour la France, nous devons continuer de dire d'une seule et même voix que nous voulons régulariser tous les sans-papiers vivant sur notre territoire pour qu'ils puissent accéder à des droits comme celui à la santé, au logement ou au travail. Comment accepter que beaucoup des intérimaires ayant ramassé les déchets ou nettoyé les bureaux, le métro ou les bus, livré les repas ou biens achetés sur internet soient indispensables pendant le confinement et invisibles le reste du temps car ils sont sans-papiers.

Nous ne sommes pas désarmés devant la situation, cela aussi est faux. Nous avons à notre actif un gros travail collectif, publié sous forme de Manifeste en avril 2018 qui démonte, par exemple, l'idée simpliste que renforcer la sécurité aux frontières réduit les entrées dans notre pays alors que le taux migratoire (différence entre entrées et sorties) est stable en France depuis 20 ou 30 ans. En revanche, construire des murs et reconduire aux frontières des gens qui n'ont rien fait de mal et qui se trouvent piégés par nos propres réglementations sur l'immigration coûte beaucoup d'argent et permettent aux passeurs de s'enrichir considérablement. De la même manière, il faut combattre l'idée qu'augmenter l'aide au développement dans un pays réduit les migrations, c'est faux. Toutes les études le disent le développement favorisent les migrations. Tout comme ce ne sont pas les plus pauvres qui se déplacent car migrer coûte cher : aujourd'hui les migrants qui cherchent à venir à leurs périls en Europe ne sont pas les moins formés ni les plus pauvres, ils ne sont pas des familles nombreuses. Leur projet n'est pas toujours de s'installer définitivement en Europe, ils sont attachés à leur pays et aux familles qu'ils ont laissées derrière eux et qui comptent sur leur solidarité ; enfin, non ils ne réclament pas toujours la nationalité française même si leur vision de la France est souvent celle du pays des droits de l'homme, vision qui s'estompe une fois parvenu dans les jungles ou autres camps de rétention s'ils ont survécu jusque là. Oui nous devons démonter tous les mensonges et porter aujourd'hui comme décision politique désormais incontournable l'exigence de légalisation de voies sécurisées de migration pour éviter les drames en Méditerranée ou en mer du Nord ou des réseaux terroristes et permettre un accueil digne aux personnes à la recherche d'une nouvelle vie. Légaliser et sécuriser les voies de migrations (libérer les accès aux visas) permet par le respect du droit à la circulation de réduire une part des inégalités y compris celles générées par le lieu de naissance. Le passeport français est classé 6^e parmi ceux qui permettent de voyager dans 186 pays et territoire sans visa. A l'inverse, les passeports afghan, irakien, syrien, pakistanais, somali ou yéménite ne donnent accès qu'à 35 pays sans visa. Inégalité flagrante dont nous refusons être complices.

L'enjeu immédiat — au plus fort d'une bataille idéologique féroce — est de déployer notre argumentaire et nos actions pour empêcher que des pans entiers de notre peuple ne tombe dans le panneau des réactionnaires, en imposant dans le débat l'exigence de l'ouverture de voies légales et sécurisées de migration et d'une solidarité européenne entre pays européen et entre eux et le monde. Sachons être ambitieux dans cette bataille, et rigoureux dans nos expressions, porteurs de nos propositions sans jamais laisser s'instaurer de doutes sur des liens de causes à effets entre religion (musulmane) et migration ou entre terrorisme (islamiste) et migration issus de pays arabes ou musulmans.

Pour y travailler, je demande que dans le compte rendu du CN figure le lien URL vers le texte du Manifeste d'Avril 2018 dont il reste des exemplaires à la disposition des fédérations et sections (s'adresser au secteur International).

Amar Belal – Ille-et-Vilaine - *(non communiquée)*

Olivier Dartigolles – Pyrénées Atlantiques

Sur les élections américaines, par delà la complexité, nous avons quelques premiers enseignements. Pas de vague démocrate et le trumpisme élargit sa base sociale et électorale. Réfléchissons à ce que cela veut dire pour nos sociétés occidentales contemporaines, y compris sur de futurs comportements électoraux en France. En lisant les articles consacrés à l'élection aux Etats-Unis, avec un record de participation, j'ai pensé au dernier livre de Christophe Guilluy, « Le temps des gens ordinaires », et à la grande relégation (sociale, économique, culturelle) des catégories modestes qui peuvent faire irruption sous différentes formes.

Notre société doit faire face à des chocs d'une violence inédite. Choc sanitaire, choc terroriste, choc économique et social, choc climatique. Nous ne vivons plus comme avant. L'avenir est incertain. Un discours uniquement basé sur la caractérisation des périls et des menaces, sur l'anti-macronisme et le danger de l'extrême-droite, n'est pas efficace s'il n'est pas complété par une perspective d'alternative réelles, par des solutions et des propositions pour un changement progressiste. Ce qui a fait cruellement défaut dans la campagne de Joe Biden. Plus que jamais, penser le présent et l'avenir avec une idée en tête : si nous étions aux affaires, au pouvoir, quelle serait notre politique. Avec quels objectifs et quels moyens pour les atteindre ?

Nous vivons une période très troublée, dangereuse à bien des égards où il peut exister la tentation de céder à des idées dominantes. Le prochain projet de loi sur le séparatisme, qui sera présenté en Conseil des ministres le 9 décembre, est un rendez-vous important. Nous avons des choses à dire sur la lutte contre le terrorisme, sur les différentes formes d'immigration, sur la laïcité et l'organisation des cultes. Mais nous n'accepterons jamais les amalgames et tout ce qui peut établir un lien permanent entre terrorisme, migrations, islam et islamisme. Le danger est une glissade incontrôlée qui peut avoir comme conséquences un climat délétère, ciblant nos concitoyens de confession musulmane, nourrissant racisme et haine. N'oublions jamais que l'objectif ultime des terroristes islamistes est de nous faire basculer dans une guerre civile, opposant les communautés les unes aux autres, nous faire douter de nos valeurs. Il nous faut bien évidemment répondre par la République pour y faire face. Mais attention à ne pas rendre invisible la question sociale et le terreau à l'origine de beaucoup de choses. C'est un piège qui, s'il se referme, fera le jeu des classes dominantes. La situation est certes dangereuse mais je ne partage pas l'idée d'une séquence pré-fasciste. Quelle est alors la réalité ? Elle est celle d'une accélération de l'autoritarisme macronien (conseil de défense en lieu et place du conseil des ministres, mépris du Parlement et des élus, des partenaires sociaux, des acteurs des territoires, loi sur la sécurité globale). Mais elle est aussi — et nous devrions davantage le dire — celle de formidables opportunités, de potentiels inédits dans la société française pour prendre une autre direction, pour ne plus accepter les gâchis, les politiques en échec pour l'humain et la nature. Voyez sur l'hôpital, sur l'éducation, ou encore la culture, il y a des idées, des actions, des mobilisations, et surtout une prise de conscience du plus grand nombre sur la nécessité, et même l'urgence, de solutions.

Avec quel apport du PCF ? Pour rassembler et agir. Pour engager un dialogue constructif et des convergences essentielles avec d'autres forces progressistes (politique, syndicales, associatives, citoyennes). C'est, je crois, la grande question des mois à venir.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *(non communiquée)*

Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle – *(non communiquée)*

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis – *(non communiquée)*

Fabienne Haloui – Vaucluse

Un danger nous guette : que l'incantation remplace la pensée complexe, que l'injonction binaire du discours dominant tienne lieu du débat d'idées au nom d'une liberté d'expression surveillée et encadrée. Un danger nous guette, celui de ne plus savoir qui sont nos adversaires quand il est urgent de dire notre solidarité à celles et ceux qui subissent les attaques de l'extrême droite que ce soient des intellectuels, des militants associatifs, des organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme, de l'Observatoire de la laïcité ou le Défenseur des droits. Le danger qui nous guette c'est celui de ne plus apporter de soutien aux dirigeants de la

gauche qui subissent le déversoir de haine de l'extrême droite mais aussi du Printemps républicain qui nous somme de nous convertir à une nouvelle religion civile qui mettrait la laïcité au service d'un ordre républicain autoritaire. Religion civile à laquelle il faudrait se convertir sous peine d'être disqualifié et renvoyé dans le camp du mal absolu, celui des islamo-gauchistes, des racistes, voire même, insulte suprême celui des antisémites. Cette solidarité au sein de la gauche est en train de disparaître car l'extrême droite a gagné depuis longtemps la bataille de l'hégémonie idéologique : parce que ceux qui prétendent la combattre pour garder le pouvoir sont en fait des pompiers incendiaires, parce que ceux qui à gauche pourraient mener cette bataille n'ont pas jugé utile de se réarmer idéologiquement alors que l'extrême droite a opéré sa dédramatisation en opérant une mue républicaine, pour perpétuer le discours raciste, le discours du eux et du nous, pour mieux contourner les lois anti racistes en faisant passer leur discours de rejet pour un discours républicain, laïque et féministe, en travestissant des concepts qui identifiaient la gauche en retournant contre les progressistes, les accusations qui caractérisaient l'ex droite pour faire porter le stigmate raciste voire antisémite à celles et ceux qui combattent le racisme et l'antisémitisme, en qualifiant d'islamo-gauchistes ceux qui étaient traités hier de judéo-bolchéviques. Fabien Roussel nous appelle à combattre l'islamisme, mais si nous voulons nous différencier du discours incantatoire des autres forces politiques, si nous voulons mener une telle bataille, nous devons traiter de ce qu'est l'idéologie de l'extrémisme islamiste de ce qu'est le populisme islamiste : nous n'avons jamais traité cette question. Lors de la journée d'étude de la commission antiraciste le 17 février 2017, en introduction, je déclarais, entre autres qu'il fallait combattre les idéologies qui s'affrontent et se nourrissent les unes aux autres sur le terrain de la guerre des civilisations, je parlais des idéologies largement médiatisées, celles de l'extrême droite et celles portées par les néo-conservateurs qu'ils soient de droite ou qui se prétendent de gauche. Mais je rajoutais qu'il fallait aussi combattre des idéologies plus souterraines mais pas moins dangereuses, je parlais de l'idéologie islamiste et la gangrène des réseaux dieudonné-soraliens.

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Proposition de résolution

Face au monopole libéral capitaliste imposé par les médias : Le Conseil national du PCF appelle les militants à se déployer sur toute la France pour faire entendre une autre voix . Face à la crise du capitalisme qui aggrave les conditions de vie de nos concitoyens, face à l'explosion de la pauvreté et du chômage, pour réaffirmer notre soutien aux premiers de corvée, le Conseil national du PCF appelle à la mise en mouvement militante :

- pour diffuser notre journal, l'Humanité, qui permet de faire entendre une voix médiatique différente,
- pour aider les populations dans le cadre d'initiatives de solidarité concrète (aide alimentaire, participation à des actions associatives, distribution d'attestations de déplacement dans les quartiers populaires,...),
- pour porter nos propositions de la bataille emploi sur les lieux publics et en « boîtage » lors d'initiatives militantes permises par l'autorisation de manifester ou le km de promenade autour de chez soi. L'histoire centenaire du PCF est marquée par la Résistance à toutes les dominations du capital. Il y a, plus que jamais aujourd'hui, besoin de communistes actifs sur le terrain pour faire entendre la voix des gens contre la loi de l'argent.

Sébastien Laborde – Gironde

J'apprécie la teneur et le contenu de l'introduction à la discussion de Fabien, concrète et porteuse de propositions d'initiatives et de prises de position tenant compte de la gravité de la situation sanitaire, et de notre responsabilité dans cette période. Les décisions prises par le gvt, contradictoires pour certaines, contredites pour d'autres d'un jour à l'autre ne sont pas comprises pour une raison simple et implacable, parce qu'elles s'avèrent en échec sur le plan sanitaire parce qu'incapable de sortir des dogmes libéraux et de l'autoritarisme qui s'exacerbe depuis quelques semaines. Ce gouvernement interdit au lieu d'organiser, il fait porter sur les agents hospitaliers et les personnels de l'éducation la responsabilité de mettre en œuvre des

mesures sans moyens supplémentaires ou presque. Au lieu d'anticiper et de prévoir, il décrète et impose des mesures avec une vision à quinze jours, 3 semaines et maintient tout le monde dans ce temps court et anxiogène tout en privilégiant le capital et les grands groupes. Il faut qu'on sorte de ça, Nous allons devoir vivre avec la Covid pendant encore des mois, un an, et sans doute plus, monte l'idée qu'on ne peut plus continuer comme ça et en même temps grandit aussi le réflexe de repli sous toute ses formes. C'est cet antagonisme qu'il faut travailler.

Sur l'école : Les personnels de l'éducation au-delà des contre-ordres et d'une nouvelle illustration du mépris du ministre à leur égard, dans un contexte dramatique, élaborent en ce moment des protocoles pour maintenir les établissements ouverts, faute de perspective et de moyens supplémentaires, la solution parfois avancée et induite par le ministre, faute de moyens accrus, mais qui ne peut être durable est celle d'un mixte distanciel, présentiel. La raison à cela est qu'on manque de tout, d'agents, de locaux, de produits, de temps, on manque de remplaçants et de profs pour réduire les effectifs par classe. Chaque établissement a ses spécificités, à un endroit où le dédoublement s'avère utile, ailleurs il peut ne pas l'être, parfois les solutions pourraient être trouvées avec 5 ou 6 salles de classe supplémentaires, ou 7 ou 8 collègues en plus. On doit passer au concret, sur le fond et la forme. Et je partage les propositions faites pour maintenir une activité militante dans ce contexte à partir des contraintes sanitaires, on doit être inventifs pour permettre à chaque communiste d'agir sur le plan des solidarités concrètes et sur la bataille politique. Le plan d'urgence pour l'école garde toute sa pertinence, mais il nous faut le faire vivre à partir des questions concrètes qui se posent aux personnels de l'éducation, dans les établissements jusqu'au parlement et travailler à ouvrir des perspectives de luttes et de changements réels. C'est de cela dont manque l'ensemble de la société et dans tous les domaines. Dans une vision plus générale : Il y a trois questions décisives, celle de l'utilisation de l'argent, celle de l'emploi et de la formation comme réponse aux besoins, mais aussi la question démocratique, et je crois que pour ouvrir des perspectives, on doit permettre de sortir de la vision ou de la réaction à court terme. On prend parfois nous même des positions qui sont des réponses à un temps T sur un sujet sans envisager le moyen ou le long terme. Et si on doit re-confiner totalement, il faut que ce temps là soit mis à profit pour l'ouverture d'un grand débat autour de la démocratie sanitaire et des moyens essentiels à mettre en œuvre pour vivre avec la Covid. Masques, hôpitaux, tests, ouverture des Services publics, reprise des activités essentielles, quelles sont elles, transports en commun... tout doit être sur la table et débattu au parlement mais à tous les niveaux de la société y compris par les salariés et les agents sur les lieux de travail avec comme réponse l'emploi, la formation, et des moyens matériels pour pouvoir vivre avec l'épidémie, et donc la rupture avec les dogmes libéraux. Il faut je crois exiger les moyens pour sortir de la chape de plomb qui pèse sur la société. On ne peut vivre encore des mois avec la menace d'une aggravation de l'épidémie, cela a des conséquences politiques très préoccupantes et notamment dans les consciences, je développe pas mais les résultats de l'élection américaine doivent nous interpeller sur les conséquences politiques de la situation, Trump a conservé une assise électorale importante. On ne peut pas laisser dire que tous les pays sont submergés de la même manière. D'abord c'est faux et aussi parce que cela induit et valide l'idée que la politique dans ce contexte ne sert à rien. A partir de mesures et de réponses à des questions concrètes, nous remettons en cause la politique libérale et autoritaire de la crise par le gouvernement et on ouvrira des perspectives de changements réels en dénonçant cet espèce d'urgence permanente dans laquelle le gouvernement enferme tout débat démocratique. Enfin j'en termine avec une question sur laquelle nous devons être plus présents, c'est celle de la jeunesse, aujourd'hui des centaines de milliers de jeunes n'ont plus de cours à la fac, des centaines de milliers n'ont plus de stages, ou de contrats d'apprentissages, des centaines de milliers s'enfoncent dans la précarité, la pauvreté, sont sans revenus. Nous devons nous adresser à eux, ils entendent depuis des mois que ce sont eux entre autre qui diffusent le virus, qu'ils ne sont pas raisonnables, alors qu'avoir 20 ans aujourd'hui est extrêmement difficile, quelle perspective, quelle place dans la société ont-ils. Il faut qu'on s'empare de cette question, qu'on fasse un véritable travail sur la jeunesse, qui elle est, quelles sont ses aspirations, ses besoins et ses attentes.

Pierric Annoot - Hauts-de-Seine

J'interviens sur 3 points. L'offensive réactionnaire, le contexte sanitaire et les élections. Sur l'offensive réactionnaire, nous avons besoin d'approfondir nos analyses pour bien saisir ce qui est en train de se jouer. La lutte contre le terrorisme est prétexte pour les forces capitalistes, à des attaques terribles contre les libertés. Pire, au nom de la défense de la liberté d'expression, ils installent une nouvelle police de la pensée. Quiconque dénonce et apporte la contradiction au discours simpliste de guerre des civilisations, est désormais suspecté de complaisance avec l'intégrisme, vois de complicité avec le terrorisme. Jusque dans le milieu scolaire et universitaire les libertés académiques sont remises en causes et une sorte de nouvelle chasse aux sorcières s'installe. Cette offensive réactionnaire accélère également la recomposition politique avec un bloc idéologique allant de l'extrême droite jusqu'au centre gauche. Il n'aura pas fallu attendre 48 heures pour qu'après l'horrible attentat contre Samuel Paty, Valls décoche ses flèches depuis la place de la République au moment de notre hommage à ce professeur, pour mettre en accusation une partie de la gauche, l'unef, la LDH, la France insoumise. Le lendemain, c'est Cazeneuve qui lui a emboîté le pas, pour nourrir des accusations irresponsables de complicité de cette gauche avec le terrorisme, puis les ministres Darmanin et Blanquer eux-mêmes. Marine Le Pen n'a plus qu'à observer, attendant la récolte de son venin. Cette offensive vise à nous exclure du champ républicain, à nous confisquer la république pour l'enfermer dans une conception régaliennne, martiale et répressive. Je tiens à préciser, si cela est nécessaire, que dans ces conditions, nous devons être solidaires à gauche et ne pas se réjouir quand la France Insoumise se trouve attaquée par ces discours réactionnaire au prétexte que cela libérerai le champ pour les présidentielles. Petit calcul qui nous emportera tous, quand il s'agit de se serrer les coudes contre la réaction. Pour preuve, 48h plus tard, c'est le siège du PCF qui était tagué par l'extrême droite. Nous sommes trop sur la défensive, et devons développer notre propre discours sur la lutte contre le terrorisme et le fanatisme avec un parti pris de départ : Le terrorisme islamiste est le produit du chaos du capitalisme et non celui de la religion. L'intégrisme prospère sur ce chaos. Leïla Shahid le rappelait récemment, nous sommes face à un problème politique et non religieux. Il faut desserrer l'étau qui jette la suspicion sur nos compatriotes musulmans et mettre en cause la politique internationale des puissances capitalistes occidentales qui depuis plus de 20 ans, tentent d'enfermer le monde dans le concept de choc des civilisations pour justifier leurs politiques impérialistes, en fabriquant un nouvel ennemi international après la chute de l'union soviétique. Nous avons su tenir cette ligne il y a 20 ans après les attentats du World Trade center et l'offensive de Bush. Depuis, comme nous le disions à l'époque, ces interventions n'ont fait qu'enfler le mal qu'elles prétendaient combattre. Toutes les interventions de prétendues lutte contre le terrorisme n'ont fait que renforcer ses réseaux, déstabilisant des régions entières, s'appuyant même sur des forces intégristes pour faire tomber des régimes. Il faut réinscrire leurs récits dans une histoire. Ils sont responsables de la situation. Dénonçons avec la même force les liens entretenues avec la Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie à travers l'OTAN, ces mêmes pays qui entretiennent des liens avec les organisations terroristes et promeuvent un islam politique. Dans ces conditions, nous devons dégager une position commune de notre parti sur la loi à venir contre le séparatisme et refuser une énième instrumentalisation de la laïcité et le recul de l'état de droit. Je propose que nous nous adressions aux autres forces de gauche, de préparer une initiative commune lors de la présentation de cette loi en Conseil des Ministres le 9 décembre. Ne laissons pas Valls et ses troupes fracturer la gauche sur le thème des deux gauches irréconciliables. Proposons une alternative à la fuite en avant réactionnaire. Sur la crise sanitaire, nous n'avons aucun intérêt à nous poser en Monsieur + du confinement, mais nous concentrer sur les moyens pour la santé, pour l'éducation, contre les restrictions de libertés. Nous devons rendre incontournable dans le débat public, la question du soutien aux salariés, aux familles populaires, aux jeunes, contre l'explosion de la précarité. Avec les élections départementales qui arrivent, portons des

propositions sur les urgences sociales. Dans les Hauts-de-Seine, nous lançons une bataille pour 10 mesures d'urgence sociale.

3 sur les élections.

Je suis surpris que le rapport ne disent rien à ce sujet. Nous sommes dans un flou stratégique total. Au dernier CN, le rapport sur les élections nous proposent de travailler aux alliances les plus opportunes à gauche pour sauver des élu-es ? Peut-on se contenter de ce minimum politique dans la période ? Pour rassembler, il faut exister. Nous devons accélérer la désignation de nos chef-fes de file dans toute les régions, les populariser et les médiatiser, tout en travaillant la question du rassemblement.

Valérie Varenne – Manche (*non communiquée*)

André Chassaigne – Puy-de-Dôme

Je voudrais dire mon choix pour l'affirmation d'objectifs forts plutôt que de se scotcher sur des postures politiques à court terme.

Aussi je partage les propos introductifs de Fabien qui a souligné deux priorités :

- Etre un Parti de la responsabilité à la mesure de la gravité de la situation.
- Etre un Parti qui propose une nouvelle voie. C'est quoi être responsable ?

Sur le terrorisme, c'est avoir un discours sans équivoque.

Certes, il faut trouver les mots justes pour condamner et combattre sans concessions, non seulement le « djihadisme » mais aussi « le terrorisme islamiste », « le fascisme islamiste », « l'islamisme politique ».

A l'opposé, l'emploi isolé du mot « islamisme » peut être dévoyé alors que pour moi, il est de la même nature que le christianisme, le protestantisme, l'hindouisme. On a été longtemps bloqué par le choix des mots par crainte de faire un amalgame avec la pratique d'un islam spirituel, apaisé. Aussi faut-il dire et redire combien nous sommes respectueux des musulmans dans la pratique de leur religion. Les valeurs de la laïcité nous conduisent à respecter l'exercice de tous les cultes quand ils sont conformés aux lois de la République.

C'est quoi être responsable ? Sur le confinement, c'est aussi tenir un discours responsable, en écartant donc tout poujadisme. C'est ce sens de la responsabilité qui a conduit 7 députés communistes sur 11 à voter « pour » à l'issue du débat parlementaire qui n'était pas un vote de confiance mais portait sur « l'évolution de la situation sanitaire et les mesures nécessaires pour y répondre ». Parce que nous pensions que des mesures contraignantes s'imposaient en raison de l'extrême gravité de la crise sanitaire, et sans en rabattre sur l'incurie gouvernementale : manque d'anticipation, impréparation, mensonges, opacité et j'en passe. La preuve en est que notre position a donné, dans les jours qui ont suivi, plus de force et de résonance à notre colère et à notre dénonciation de la gestion gouvernementale. C'est aussi cela faire grandir notre parti, un parti responsable, attaché à l'intérêt général. Pour terminer je voudrais dire quelques mots sur les propositions des parlementaires communistes en réponse à certains reproches qui nous sont faits. Ces propositions constituent notre réponse politique autour de solutions de court terme que nous avons mis en perspective avec nos propositions à plus long terme. C'est un plan au cœur de la crise, pas un programme de parti.

Ce sont des propositions qui devaient évidemment rassembler tous les parlementaires communistes, ce qui a nécessité d'être en-deçà de ce que certains d'entre nous pouvaient porter. C'est mon cas. Aussi, pour répondre à une interpellation d'une intervenante précédente, si la Sécurité-Emploi-Formation n'apparaît pas en tant que tel, son concept se retrouve dans plusieurs propositions. Quelques extraits :

« Mobiliser la formation professionnelle pour les salariés dont l'emploi est menacé en développant des dispositifs de reconversion permettant d'accéder à une formation qualifiante associée à un revenu garanti ».

« Lancer un plan de formation des salariés, indépendants et artisans du bâtiment à la rénovation globale de l'habitat avec le soutien bancaire des TPE-PME concernées par les objectifs du plan de rénovation énergétique ».

« Parallèlement, nous portons l'ambition de relancer le partage du temps de travail dans une perspective de création d'emploi et d'amélioration des conditions de travail ».

« Nous conditionnons l'octroi d'aides publiques et de prêts aux entreprises qui s'engagent dans la transition écologique et la formation de salariés ».

« Nous portons l'ambition d'accorder aux salariés de nouveaux pouvoirs d'intervention dans une perspective de réorientation des activités économiques et des emplois ».

J'aurais beaucoup d'autres choses à dire...

Marie-Christine Burricand – Rhône

Débat Général. Il est nécessaire que nous mesurions à ce conseil national, contrairement au sentiment que donne parfois le confinement, l'urgence à modifier la situation. Si le pays sort de ce second confinement comme du premier, c'est à dire avec un gouvernement décidé à ne rien faire pour l'hôpital la santé publique et l'emploi, la situation va continuer à s'aggraver à tout point de vue avec des difficultés supplémentaires pour le peuple et le rapport des forces. Deux questions sont essentielles dans la période :

-Travailler à l'unité populaire mise à mal par le terrorisme islamique, par la culpabilisation du peuple, par l'incohérence des mesures gouvernementales qui favorisent les revendications catégorielles et désarment la population en créant le chaos.

-Combattre le sentiment d'impuissance qui décourage et que les gens renvoient rageusement sur les forces politiques de manière indifférenciée.

Nous devons être plus forts sur la dureté et la violence de la situation pour la population.

Beaucoup sont déstabilisés, précarisés, ne peuvent plus se projeter dans l'avenir. beaucoup sentent leur mode de vie menacé. J'ai participé à des CA de collèges et mesuré l'effort des équipes pour assurer la poursuite de l'école, sans moyens supplémentaires.

Le gouvernement porte une perspective désespérante pour plusieurs mois, alternance de confinement et de semi-liberté. Allons nous vers les mêmes méthodes pour le terrorisme, le réchauffement climatique ? L'amertume, la colère, la résignation, tout cela nous appelle à ouvrir l'avenir en portant ce qui pourrait être fait tout de suite et demain. L'initiative à Général Electric à Villeurbanne, l'annonce des assises de l'énergie sont autant de "dé-confinement".

Nous avons produit au moment du premier confinement des propositions qui restent entièrement d'actualité. Elles sont trop peu utilisées par le parti. Cela interroge sur notre organisation. Je partage l'idée qu'il est nécessaire de la conforter et renforcer, y compris dans l'objectif d'une candidature à la présidentielle. Nous ne pouvons laisser le monopole du discours scientifique au gouvernement. Pourquoi le parti ne prendrait pas l'initiative d'un débat associant des représentants de différents pays qui ont fait reculer l'épidémie (Chine, Vietnam, Cuba..), de scientifiques indépendants des laboratoires et montrant qu'une autre voie existe que celle de Macron "

Calendrier du congrès. Nous allons prendre le temps de la discussion dans les fédérations pour la date du Congrès. Aucun calendrier n'est dans la période une assurance tous risques. C'est pourquoi, il devrait se tenir dans l'année 2021, sans préjuger des mois. Sinon, il sera repoussé après l'élection présidentielle et les législatives de 2022, soit dernier trimestre 2022, voire premier trimestre 2023. Où serait le respect de la démocratie dans un tel report qui s'assoit sur nos statuts. De plus, se contenter d'une conférence nationale, réduira la candidature à la présidentielle à la question électorale alors qu'elle est une question stratégique. Enfin , la crise sanitaire économique, politique, démocratique et sociale appelle des gestes forts du PC. Un congrès en sera un alors que son report sera un signe d'affaiblissement. Tenir un congrès en 2021, en prenant en compte le calendrier électoral et les aléas sanitaires, ce n'est pas attendre pour lancer le processus mais au contraire afficher rapidement une détermination tout en prévoyant souplesse et étapes.

Brahim Jlalji – Charente-Maritime

Mon intervention concerne le débat sur la tenue de notre congrès et une candidature du P.C.F à la prochaine élection présidentielle. Il faut à mon avis dissocier ces deux questions, avec par exemple une Conférence Nationale dès que possible qui désignera notre candidat(e) et le congrès qui ne sera pas obnubilé, "pris en otage" par cette question pourrait se tenir plus tard, après les vacances d'été en novembre 2021 par exemple. Sur notre candidature à l'élection présidentielle, le Conseil Départemental de La Charente Maritime a adressé un vœu adopté à

l'unanimité à notre Direction Nationale. Le Conseil Départemental pense qu'une candidature tardive, à l'automne 2021, risquera d'apparaître comme une candidature de plus, voire la candidature de trop et donc une candidature de division nous rendant inaudibles. S'il est bien déclaré qu'il y aura une candidature du Parti à cette élection, conformément à la décision du dernier congrès, celle-ci serait renvoyée, au plus tôt, après le congrès de juin 2021, en clair, avec une désignation à l'automne 2021. Qu'on le veuille ou non, les institutions de la 5ème République et la présidentialisation du régime font de l'élection présidentielle un moment fort du débat nationale et tous les médias et partis sont déjà tournés vers 2022. Une candidature communiste à la présidentielle, le plus tôt possible, permettrait d'affirmer notre présence dans le débat, d'affirmer l'idée communiste de manière décomplexée et en particulier celle du communisme français, d'intervenir pour rassembler dans la clarté les forces de gauche et écologistes et de déjouer les manœuvres qui ne manqueront pas pour éloigner toute perspective de changement progressiste. Dans le cas contraire, nous serions voués une fois de plus à l'effacement, à « prendre un train en marche » dont nous serions le dernier wagon. Notre projet politique suppose d'unir, d'unir dans l'action et de créer un mouvement populaire durable définissant et s'appropriant la transformation de la société, le dépassement du capitalisme, le « système d'après ». Créer un rapport de force favorable à un tel mouvement populaire suppose une forte présence de notre parti dans la bataille idéologique à mener. Il existe, fort heureusement des convergences avec toutes les forces de gauche et écologistes mais aussi des désaccords voire des divergences à surmonter. Les autres forces n'ont pas les mêmes positions que nous par rapport à l'antagonisme capital-travail et au dépassement du capitalisme... Une candidature communiste mise au service du rassemblement permettrait d'ouvrir une perspective et de créer un espoir.

Bref, passer de la défensive à l'offensive en s'affirmant dans le paysage politique.

Tel est le sens qu'aurait cette candidature "dès maintenant" qui, par ailleurs, serait un point d'appui pour nos candidatures aux élections régionales, départementales et un tremplin pour les législatives qui suivront. Pour toutes ces raisons, nous demandons que soit organisée, le plus tôt possible, la désignation d'un-e candidat-e à la présidentielle. Le moment venu, soit elle pourrait devenir la candidature du rassemblement, soit elle pourrait même, le cas échéant, se retirer au profit du rassemblement."

Evelyne Ternant – Doubs

Une intervention qui peut paraître terre à terre eu égard aux dimensions multiples, sanitaire, sociale, économique, écologique, démocratique, de la crise systémique que nous traversons, dont le débat très riche se fait l'écho. Mais c'est aussi le rôle du CN que de donner des pistes d'action concrètes, et les articuler avec une perspective transformatrice, car c'est bien l'obstacle sur lequel nous butons dans notre activité quotidienne.

Sur l'emploi

Comment faire face à la dévastation de l'emploi qui arrive?

Le deuxième confinement aura des effets destructeurs sur le tissu artisanal et commercial local, et par ailleurs, les grandes entreprises, dans l'automobile, l'aéronautique, accélèrent leur mutation digitale, réorganisent en profondeur les procédés de production avec l'intelligence artificielle, et préparent par le passage du chômage partiel au chômage total pour beaucoup de salariés, en particulier dans les fonctions liées à la production. C'est donc le moment de relancer la proposition de Fabien faite à Malo-les-Bains de comités de lutte, de mobilisation, ou de comités pour l'emploi à l'échelle micro-locale, pas seulement privé, mais aussi pour l'emploi public : cela peut se faire dans le confinement, en activant les réseaux et les liens avec les syndicalistes, et les salariés, la commission entreprises peut aider à ce travail.

Ces comités pour l'emploi, outre une fonction de veille, d'anticipation, de diffusion de l'information et de rassemblement de résistance sur ce qui se prépare, auront à s'emparer d'un énorme sujet politique: l'argent public qui coule à flots, parce que les robinets de la BCE ont été ouverts, mais dont l'attribution, le contrôle et le suivi sont toujours hors contrôle démocratique. Il y a aussi sur la table pour ces comités le sujet pour sauver le petit commerce de la montée en puissance d'Amazon, de nouvelles formes de commerce numérique qui les

préserve, avec l'élaboration de plate-forme collaborative (voir la note de Yann le Pollotec sur le numérique pour les municipales). C'est le moment aussi, avec nos élus municipaux récemment élus, de prendre des initiatives de création des Comités locaux économiques sociaux et environnementaux pour s'emparer de ces questions. C'est ce qu'ils s'apprêtent à faire dans ma ville de Besançon, et créer ces embryons d'institutions de maîtrise des enjeux économiques, sociaux, sanitaires et fait partie pleinement de la réponse à la crise systémique que nous traversons.

Sur les élections départementales et régionales

Elles ne sont pas un compartiment à part et étanche dans notre activité politique du moment, à part dans les réponses que nous pouvons apporter à la crise. Elles ne sont pas le mauvais moment qui serait à passer, avec des alliances plus ou moins forcées, pour avoir des élus, et à oublier très vite pour passer à autre chose, ce qui est parfois l'état d'esprit avec lequel elles sont ressenties par certains de nos camarades. Non, elles sont à articuler étroitement **avec les luttes**, elles sont un moment important pour faire avancer les consciences sur le projet de transformation que nous portons. Il y a dans les politiques locales, à la fois des **protections possibles contre certaines inégalités**, la fonction de «bouclier social», mais aussi **des opportunités de constructions alternatives nouvelles**, par des **conquêtes démocratiques**, par la mise en place de **nouvelles institutions territoriales** qui s'emparent des décisions d'emploi, de formation, de créations d'activités qui sont à l'heure actuelle **concentrées dans les mains du capital et de la technocratie qui lui est inféodée**, ouvrir **les chantiers de la SEF**, ne pas en rester vœux pieux mais rentrer dans le concret des premières réalisations et expérimentations. Quelles que soient les configurations de rassemblement, **nous devons aborder ces élections de manière offensive**, convaincus que les réponses ne sont pas les mêmes selon les majorités qui dirigent les départements et régions, ni les mêmes selon qu'il y a ou non des élus communistes. Ces élections, non seulement pour des raisons démocratiques évidentes, de ne pas accentuer le surplomb de l'élection présidentielle sur le système politique, mais aussi parce que nous y apportons des éléments de réponse à la crise, ne sauraient être reportées après les élections présidentielles. Nous devons nous y opposer résolument.

Pierre Dharréville- Bouches-du-Rhône *(non communiquée)*

Nathalie Marchand – Somme *(non communiquée)*

Amadou Deme – Essonne

Dans la période sombre et angoissante que nous traversons, la crise économique violente que porte la pandémie ne pourra évidemment être jugulée par le pouvoir de quelques-uns au service au capital. Cette double crise sanitaire et économique révèle les limites du capitalisme ne sachant répondre aux besoins élémentaires humains en même temps qu'elle en souligne l'intrinsèque injustice : en effet, l'explosion de la précarité touche d'abord les plus fragiles et, dans les quartiers populaires, où déjà près de 40 % des jeunes sont au chômage, nombre d'élus locaux craignent l'apparition d'émeutes de la faim. Dans ce contexte, je ne partage pas la manière dont nous abordons la question du " terrorisme islamiste", au risque de ne pas nous faire comprendre, ni par nos 7 millions de concitoyens de confession musulmane, ni par l'ensemble des progressistes. La rhétorique réactionnaire dans laquelle d'aucuns cherchent à enfermer le débat public pour éviter d'aborder la question du capital et engager notre pays vers un autoritarisme antidémocratique se construit année après année et désormais semaine après semaine ... Le chemin pour déjouer ce scénario noir et bâtir l'unité populaire doit être défriché d'urgence ; refaisons de la laïcité, non une contrainte et un enjeu politicien, mais un atout pour le respect et la liberté de conscience de chacun. Plus que jamais, le rôle du parti communiste, de ses militants et de ses élus, doit être de s'engager dans la bataille des idées et d'animer des combats qui rassemblent nos concitoyens dans ces moments de crispations et divisions. Je rappelle qu'il y a quatre ans nous avons, avec nos parlementaires, porté un beau combat pour nos hôpitaux de proximité en organisant un Tour de France dénonçant la casse organisée du service public hospitalier, combat ô combien d'actualité. Je propose que nous consacrons l'une de nos sessions du conseil national à une réflexion de fond sur la pertinence des actions que nous menons ainsi que sur leur portée à moyen et long terme.

Denis Rondepierre – Paris

Je veux appuyer les propos de Fabien concernant l'attention à porter aux adhérentes et adhérents.

Je partage l'objectif d'organiser le contact avec chacune et chacun d'ici la fin de l'année.

Je veux y apporter une dimension.

La situation sanitaire sociale et politique impacte durement la société et cela durablement.

Dans ces conditions, les actes de militantisme sur lesquels sont fondés l'action de notre parti sont affectés. Pour autant, cela ne doit pas nous amener à en rabattre sur notre ambition à relever les défis appelant de notre part de grandes ambitions. Cela n'est possible que si nous savons donner des outils au déploiement du militantisme et mobiliser les moyens et les ressources pour y parvenir.

Nous en avons mobilisés nationalement dans les fédérations et sections pour nos actions, nous avons développé la mobilisation pour les solidarités, les soutiens aux mobilisations de la campagne pour l'emploi le centenaire...

Nos organisations, sections et fédérations, se retrouvent dans ces conditions désorganisées, les éléments de vie collective, de débat, d'action au plus près des populations sont impactés.

Nous n'avons pas pu organiser de nombreux moments qui structurent la rencontre, la convivialité, le débat ; réunions, fêtes, banquets, vente du muguet et d'autres nombreuses initiatives. Cela a impacté les ressources des fédérations.

Nous n'avons pas toujours pu nous adapter pour collecter les cotisations des adhérents qui ne sont pas au prélèvement.

Tous cela se ressent parfois fortement dans les trésoreries.

Il s'agit donc, pour avoir les outils de notre intervention politique, de travailler à nos ressources à court, moyen et long termes en ayant à l'esprit des échéances que seront le congrès, les élections départementales et régionales, les élections présidentielles et législatives.

Les principaux financeurs du parti sont ses adhérents.

Aussi, je veux insister sur ce point, les ressources dont nous avons besoin sont disponibles si nous renforçons et adaptons notre relation avec nos adhérents pour les solliciter par le paiement de la cotisation en privilégiant le prélèvement, les solliciter partout où cela n'a pas été fait pour le financement du Centenaire en mettant en place la possibilité d'être prélevé, leur versement aux souscriptions. En organisant la rencontre avec les élus indemnisés pour mettre en place leur reversement.

Cette originalité dans le monde politique fait de notre Parti le premier parti financé par ses adhérents, ses élus et la souscription populaire.

Ceci n'est pas un mot d'ordre, c'est une réalité vertueuse garantissant le financement de l'action politique du Parti communiste français.

Les premiers résultats de la souscription nationale qui vient d'être relancée témoignent de ces possibilités.

Vincent Boulet – Paris *(non communiquée)*

Pierre Lacaze – Haute-Garonne *(non communiquée)*

Fabien Cohen – Val-de-Marne *(non communiquée)*

Sylvia Capanema – Seine-Saint-Denis

Éducation et besoins dans la période de "2ème vague".

Je voudrais intervenir sur l'éducation dans cette période particulière. Deux secteurs qui méritaient des vrais investissements dans le contexte (utiles pour l'avenir aussi) : la santé et l'éducation. Le protocole mis en place n'a rien d'un protocole. Rien de planifié, rien en investissements. Les gestes barrière ne sont pas la seule solution. Les parents, enseignants,

élèves, communauté éducative sont mobilisés dans nos villes. En Seine-Saint-Denis et au Val de Marne notamment (les deux que je connais mieux). A Saint-Denis, plusieurs collèges et lycées sont en grève et continuent à être en grève la semaine prochaine. Le lycée Paul Eluard, par exemple, a été aussi très mobilisé. Les enseignants et aussi les élèves sont mobilisés, avec 4 lycéens qui se sont trouvés au commissariat et ont subi de la truculence policière. Les lycées pointent le fait qu'ils se retrouvent, dans une situation grave de deuxième vague, sans aucune mesure et sans un véritable protocole sanitaire. Alors même qu'ils sont vus, les jeunes, comme les vecteurs de la deuxième vague. Selon leurs paroles : "on ne veut pas contaminer nos parents et nos grands parents". Cette inquiétude est juste. Tout le monde est content de la reprise des cours et que l'activité éducative continue maintenant. Cela est presque une unanimité. Mais il manque du personnel dans nos écoles, collèges, lycées. Le protocole que la communauté éducative réclame est celui du dédoublement des classes. Encore il aurait fallu, pour fonctionner le mieux possible, recruter des enseignants (ou des jeunes en formation pour les travaux dirigés), réquisitionner des salles, avoir les outils numériques nécessaires aussi. Mais il faut passer à ce dédoublement des classes pour les collèges, lycées (et je dirai aussi pour les L1 à l'Université, mais c'est un autre sujet). Il manque de personnel d'entretien, de soutien et personnel technique aussi. Un personnel fragilisé, déjà en sous effectif, et encore plus maintenant. Ce sont des agents techniques, ATSEMs, ATTEE, etc, qui manquent. Il faut souligner ici la difficulté des collectivités territoriales et l'absence de moyens pour les collectivités territoriales dans la loi des finances. Il faut aussi se mobiliser sur ce sujet pour le bon fonctionnement des établissements scolaires. Le re-confinement "lourd" n'est pas la solution. Le soutenir ce serait même une forme de cautionner le manque de planification et d'investissement du gouvernement, l'autoritarisme et le manque de démocratie. Pour conclure, je voudrais aussi reprendre ce qui a été dit et faire une proposition : la résolution proposée par notre camarade sur la mobilisation des communistes devrait inclure non seulement notre soutien aux formes de solidarité et pour la garantie des emplois, mais aussi ces trois sujets des luttes de terrain : pour soutenir et participer aux luttes de la communauté éducative (enseignants, personnel, parents et élèves) pour un nouveau protocole de santé issu de l'expérience de terrain – le dédoublement des classes, par exemple – permettant de tenir les établissements ouverts et en sécurité sanitaire, avec moyens humains et matériels. Pour soutenir l'hôpital public et la demande pour plus de moyens humains, la revalorisation salariale et l'augmentation du nombre de lits. Pour soutenir le commerce indépendant, notamment les librairies, dans leur demande d'un protocole sanitaire permettant de maintenir l'activité et ne pas être victimes du monopole des grands groupes et géants de l'Internet.

MJC-UEC

Je ne peux plus m'inscrire, ce n'est pas grave. Je voudrais juste aborder le fait que la régression démocratique du parti pour le MJC et L'UEC se répercute aussi sur la régression de la présence des femmes dans les échelles de représentation et démocratiques. (Par exemple: le MJC passe à 30% de femmes uniquement). Dans le CN aussi, il faudra le remarquer: aujourd'hui, il n'y a que des hommes à la tribune. Je le constate aussi dans le niveau local. Ce n'est pas un détail, c'est structurel aussi de notre capacité à nous mettre en dynamique pour faire avancer la société, c'est symptomatique des formes de penser et de s'organiser qui reproduisent le sexisme, même chez nous. Et sur l'UEC précisément : L'UEC porte des vraies combats (revenu étudiant, par exemple). J'espère qu'elle pourra continuer à le faire de forme démocratique et indépendante, pour justement enrichir le parti en débats, idées, formes de faire, et pas le contraire (un parti qui s'impose sur la le MJC).

Denis Durand – Paris

Au choc de la maladie et à l'angoisse du chômage s'ajoute le choc d'un appauvrissement de masse de la population, d'un déclassement économique et social. Le désarroi, la sidération touche la population, les institutions, les forces sociales dans une ambiance qui rappelle des heures sombres de notre histoire. La société française commence à craquer là où elle est la plus fragile. Les derniers événements ont montré qu'on ne combat pas efficacement le racisme anti-arabe en le rebaptisant islamophobie, mais qu'il ne suffit pas non plus de

restaurer les principes d'une République qu'on appelait autrefois « bourgeoise » – une République qui est de moins en moins républicaine au sommet de l'État, et qui doit se transformer en un nouvel âge de la démocratie pour prendre en compte les exigences de dignité et d'émancipation qui montent dans les quartiers, dans le travail, dans la vie politique, dans la famille et dans les mœurs. Que faire dans ces circonstances ? Serrer les rangs derrière le gouvernement face à l'épidémie, et renvoyer à des jours meilleurs la « rupture » ? Mais le pouvoir actuel lui-même compte sur la sidération pour obtenir un effet d'union sacrée et faire passer une série de mesures attentatoires aux libertés dont l'addition est en train de conduire à un changement de régime. Ce n'est pas le moment de prêter la main à ces tentatives. C'est précisément parce que les gens sont confrontés à une « catastrophe imminente » que la situation exige de passer à la résistance, de s'attaquer tout de suite aux causes profondes de la crise, c'est-à-dire à la domination du capital. Par exemple, on sait bien qu'on ne peut pas embaucher du jour au lendemain 100 000 soignants formés et qualifiés à l'hôpital. Mais on peut tout de suite embaucher massivement dans des emplois de brancardiers, d'ambulanciers, d'agents d'entretien pour libérer de ces tâches les personnels soignants ; pré-embaucher massivement des jeunes en cours de formation ; et, simultanément, ouvrir massivement l'accès aux formations pour toutes ces catégories afin de disposer demain des emplois de plus en plus qualifiés dont nous aurons besoin. Et plus le besoin de formation est grand, plus il faut d'embauches pour libérer du temps afin que tous, y compris les agents contractuels, accèdent à la formation. C'est donc tout à fait révolutionnaire car pour cela il faut une tout autre organisation du travail et des pouvoirs dans l'hôpital. Il faut construire une démocratie sanitaire dans l'hôpital, autour de l'hôpital, et bien sûr dans les lieux où se décident les politiques de santé, au niveau national, au niveau européen et au niveau mondial. Et il faut énormément d'argent tout de suite. On ne va pas le trouver dans les maigres ressources fiscales que la chute de l'activité a encore affaiblies. En revanche, c'est à cela que devraient servir les 230 milliards que la BCE est en train de déverser sur les marchés en achetant des titres émis par l'État français et par de grandes entreprises françaises. De même qu'il y a un enjeu énorme à mobiliser les banques pour qu'elles prêtent aux PME-TPE, à taux négatif, l'argent dont elles ont besoin pour survivre et se développer dans les quatre à cinq années qui viennent, à condition qu'elles préservent l'emploi. C'est l'enjeu systémique de notre campagne pour des conférences pour l'emploi, la formation et la transformation productive et écologique. C'est ce qui donne leur cohérence politique aux différentes batailles pour l'hôpital, pour un pôle public du médicament, pour la santé en général, pour les services publics, pour l'emploi dans l'industrie et les services. C'est la cohérence du processus révolutionnaire défini par le 38ème congrès. Le succès, souligné dans le rapport, de la première étape de notre campagne pour l'emploi, grâce à notre capacité collective à surmonter les réticences qui se sont exprimées jusque dans cette instance, témoigne d'une avancée considérable dans l'appropriation par les militants de cette dimension révolutionnaire de notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation dans la situation présente. La vie montre ainsi que le meilleur moyen, pour le PCF, de tenir toute sa place dans la bataille politique, et de réaliser l'unité en son sein, c'est de mettre en œuvre effectivement les décisions du 38ème congrès. Il faut donc, comme nous l'avons décidé au congrès, créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle en désignant rapidement notre candidat et en prenant sans attendre davantage les dispositions nécessaires pour en faire le porte-parole de cette cohérence révolutionnaire contre la domination du capital.

Yann Le Pollotec - Seine-Saint-Denis

Dans un contexte où le principal vecteur de circulation des informations vraies ou fausses sont les réseaux sociaux, une campagne de lynchage en meute a rencontré le chemin d'un homme qui est devenu un assassin et un terroriste islamiste. Si type de campagne de lynchage en meute débouchant sur un assassinat ou un suicide de la victime n'est pas nouveau, ni propre aux rs on se souviendra de Roger Salengro ou de Jaurès, victime des campagnes de presse hystérique de l'extrême droite, il n'en faut pas moins traiter la question des effets pervers des réseaux sociaux avec la contradiction que c'est même rs, les mêmes algo qui permettent au lanceur d'alerte de jouer leur rôle je pense à MeeToo aussi à toutes les luttes qui ont été

mondialisées. C'est un paradoxe terrible que d'utiliser un assassinat en raison d'un cours sur la liberté d'expression pour aujourd'hui justifier un retour à la loi Avia d'origine, censurée par le Conseil constitutionnel - qui est loin d'être une assemblée d'islamogauchiste - pour atteindre à la liberté d'expression. La question n'est pas d'inventer de nouvelles législations toujours plus répressives sur Internet mais de faire appliquer les lois existantes. Lorsqu'on applique la loi quasiment dans tous les cas les auteurs des délits sur Internet sont retrouvés. La plateforme Pharos est d'une redoutable efficacité lorsqu'on lui en donne les moyens, ce qui relègue au rang de mythe l'anonymat sur Internet. D'ailleurs comme pour Mila, les personnes qui ont agit sur le net l'ont fait à visage découvert donnant même leur 06, car les réseaux sociaux tel qu'ils sont conçus par les algo des GAFA engendrent la levée des inhibitions, le sentiment de tout puissance et d'invulnérabilité. Ces algo sont en effet fondés sur l'économie de l'attention et créer une bulle de confirmation de ses préjugés et de ses phobies personnelles : retenir le plus possible et le plus longtemps possible l'attention de l'internaute, pour collecter de la donnée et valoriser sa régie publicitaire, c'est comme cela qu'il font leur pognon. Résultat on valorise le Buzz, la violence, le clash, le trash, la haine, la peur... Plutôt que de mener un combat hors sujet qui revient à donner encore plus les clefs aux GAFA, il faut les taper au porte monnaie, cassant leur monopole en imposant l'interopérabilité entre réseaux sociaux ce qui permettra le développement d'autres plateformes ayant une véritable hygiène de vie humaniste sur Internet. La fachosphère, de par son ADN et les islamistes radicaux, sont à la pointe du côté obscur des réseaux sociaux, mais il faut constater que ces pratiques se généralisent à toute la société. Elles participent d'une fragmentation d'une société où tout ce qui nous divise devient plus fort que ce qui nous unit. À l'image de la théorie du Chaos où un battement d'aile d'un papillon peut engendrer un cyclone, un simple post ou tweet peut déclencher un emballement viral où on passe de la réprobation argumentée à l'insulte, à l'atteinte à la vie privée, à la sanction professionnelle et aux menaces de mort... et au passage à l'acte. Un travail de formation et d'éducation au fonctionnement et aux usages des réseaux sociaux s'impose dans toute la société. Les humanités numériques devraient faire partie du bagage culturel de tout citoyen et de toute citoyenne. Ce travail concerne toutes les générations, natifs du digital compris. L'usage régulier d'un outil n'implique ni sa maîtrise, ni la compréhension de son fonctionnement. Les réseaux sociaux sont des outils puissants qui peuvent, faute de maîtrise, conduire au pire contre les autres et contre soi. Il faut apprendre à s'en protéger, à en surmonter l'effet addictif, et à évaluer les interactions entre la place publique numérique et physique. Après les phénomènes de haines et de lynchages sur Internet ne sont que le reflet de l'état de la société même s'ils l'exacerbent, il renvoie à la misère de la politique et à la dépolitisation. La lutte contre le confusionnisme, le complotisme, les info(x), l'instrumentalisation de l'émotion, et le sentiment erroné que tout se vaut et qu'il n'existe pas de faits scientifiquement établis, passent par le développement de l'esprit critique, la politisation des enjeux, le débat démocratique instruit, la décision et action collective efficace. Le PCF doit jouer tout son rôle dans ce combat.

Robin Salecroix – Loire Atlantique *(non communiquée)*

Gilles Gurlot – Paris *(non communiquée)*

Fabien Roussel – Nord *(non communiquée)*

Jacques Maréchal – Moselle

La gravité et la complexité de la situation de notre pays rendent nécessaire un effort de réflexion d'analyse et de créativité des communistes pour trouver un chemin une orientation permettant de débloquer cette situation durable. Si une parole communiste peut être utile dans ce contexte, elle ne peut à mon sens, être à mon sens résoudre les difficultés que rencontrent l'ensemble des forces et citoyens qui cherchent un horizon de dépassement du capitalisme. En premier lieu, il appartient de faire un état des lieux de la société française, des obstacles que nous rencontrons. Nous avons un monde du travail plus éclaté, moins organisé où désormais une majorité de salariés sont privés de syndicats qui permettent l'organisation de la réflexion et de l'action collective. Le mouvement social est en difficulté depuis quelques temps. le rejet de la politique est un fait structurant de notre pays, l'ignorer c'est ouvrir la porte à des dangers

potentiels et nous conduirait à l'échec. Crise majeure de la vie collective et pourtant des centaines de milliers de personnes s'engagent dans des mobilisations diverses porteuses de fortes exigences. La santé permet de larges rassemblement notre combat contre l'Amazon réunit des forces diverses. La question du congrès n'est pas à mes yeux de travailler à la construction d'une démarche électorale mais de travailler à partir à une construction politique nouvelle qui fasse de la contribution citoyenne l'axe majeure pour travailler les convergences avec l'ensemble des forces qui luttent dans les entreprises et dans les territoires pour un autre monde. Regardons donc de très près la société française pour trouver les moyens nécessaires pour bousculer et faire progresser le rapport de forces et ouvrir un horizon d'espoir. La crise écologique, sociale et économique appellent à la fois des réponses, urgences, durables et d'ensemble. Ces réponses, pour l'essentiel nous en disposons. Il nous faut donc inventer le chemin pour permettre de les rendre majoritaire dans le mouvement populaire. Regardons aussi, avec attention nos forces organisées. Où en sommes nous ? Nous disposons d'une force collective enracinée dans le pays mais globalement affaiblie. Cette force a une responsabilité à travailler à une construction unitaire autour d'exigence de contenus et de propositions et non autour d'une candidature. Travailler à un projet partagé pour construire une perspective à la hauteur des attentes populaires. Nous avons besoin de travailler en profondeur notre rapport à la société française si nous voulons être à la hauteur de notre engagement. La situation appelle à donner à ce congrès une dimension extraordinaire.

Clara Gimenez – Hérault

Si l'action militante telle que nous la faisons vivre habituellement est perturbée, le débat idéologique lui n'est pas confiné. Hier s'est tenu un débat en visio et diffusé en direct sur Facebook, il a rassemblé plus de 400 personnes pour s'interroger sur la rupture à laquelle la crise du capitalisme nous appelle. Nous avons échangé pendant plus de 2h30 autour de cette rupture, de sa nature et de la question du socialisme. Ce débat s'est tenu sereinement et a permis d'évoquer des questions aussi variées que notre rapport au monde du travail, à la jeunesse, aux quartiers populaires, aux questions internationales etc...

Ce débat organisé par des militants a montré que nous étions capables de débattre sereinement de plusieurs sujets, nous devons profiter de cette période de flottement pour organiser des échanges entre les communistes. Les sujets ne manquent pas et nos échanges de ce matin le montrent : questions internationales, rapport à la laïcité, perspectives de rupture avec le capitalisme, enjeux de l'organisation du Parti et bien d'autres encore. Avoir des débats idéologiques, dans le cadre de la préparation du Congrès serait un moyen d'impliquer nos nouveaux adhérents et de montrer notre capacité à réfléchir ensemble. Par ailleurs, je formule le vœu que notre congrès nous permette d'avoir enfin une réflexion stratégique pour l'avenir à court, moyen et long terme, et ainsi de réaffirmer la place du PCF.

Gilles Ravache – Haute-Savoie *(non communiquée)*

Hadrien Bortot – Paris

1/ D'abord j'aimerais revenir sur la question de la temporalité. Il me semble que toutes initiatives nationales qui engagerait notre organisation et à fortiori un congrès doit se déployer en laissant du temps pour construire de l'intelligence collective

Nous le voyons aujourd'hui, il est compliqué de débattre, d'avancer des idées et d'échanger avec des contraintes techniques pesantes. Je ne vois pas l'urgence à tenir un congrès ou une conférence nationale précipitée. Il faut garantir aux communistes de rester maîtres de l'ensemble des processus démocratiques qui les concerne. J'y reviendrai plus tard, nous avons besoin d'un vrai congrès qui pose la question d'un communisme renouvelé, d'un communisme de notre temps, et cela ne peut pas être bâclé.

2/ Ensuite, je pense que nous devons mettre au cœur de notre congrès les questions touchant à la démocratie interne, et la violence d'organisation.

Depuis le dernier congrès, les communistes ont parfois l'impression d'avoir face à eux des pratiques et des façons d'agir qui choquent et interpellent. Gestion de la crise entre UEC et MJCF, Exclusion hors des cadres statutaires, affaires de Vitry.

Je crois que nous devons ouvrir le débat sur ce qui peut ou pas se faire dans un parti démocratique. J'utilise à dessein le terme de violence d'organisation. Je crois que la manière dont nous fonctionnons, la place et la liberté que nous laissons à nos adhérents, le pluralisme, sont des enjeux essentiels pour le PCF. Comment nous renforcer quand les adhérent.e.s du PCF sont témoins de méthodes et de pratiques d'un autre âge. Nous devons avoir en tête de construire des espaces démocratiques sûrs et inclusifs.

3/ Je ne fais pas partie de celles et de ceux qui pensent qu'on répond à l'émiettement des forces de gauche en rajoutant un candidat à la liste des prétendants à l'élection présidentielle. C'est une vision absurde d'imaginer rassembler en divisant. C'est une vision d'un autre temps, et j'ose profondément marquée par le virilisme, que de penser qu'en matière de rassemblement la force va à la force. Notre dernier congrès disait que notre participation à la présidentielle se ferait sur la base de conditions réunies pour une candidature. Elles ne le sont pas. Le péril est là, bien plus présent qu'en 2017. La gauche est historiquement faible, et l'extrême droite se rapproche chaque jour plus proche des portes du pouvoir.

Nous ne ferons pas changer les choses en habillant notre communication de bleu, blanc rouge, ou en cédant à la personnification. Le rôle du PCF c'est de prendre acte du monde nouveau ouvert par 2017. C'est de lutter contre l'hégémonie des forces politiques sur le mouvement social pour permettre l'émergence d'un rassemblement d'un nouveau type. Fabien tu saluais la réélection du squad autour d'Alexandria Ocasio Cortez, ces femmes de gauche, radicalement de gauche et progressiste. Mais l'émergence d'une telle force, c'est justement la construction du rassemblement d'un archipel d'organisations progressistes, au cœur de l'empire américain. Ce sont des gens qui luttent et construisent ensemble dans le respect du combat de chacune et de chacun, pour faire tomber ensemble un système à bout de souffler. Voilà notre tâche contribuer à l'invention d'un tel rassemblement en France réunies par un socle commun de valeurs, de principes et de propositions que nous devons travailler à rendre majoritaires dans la société, non pas nous seuls, mais avec d'autres.

4/ Enfin, mais cela semble une évidence, nous devons travailler dans ce congrès la question du communisme d'aujourd'hui. Vous l'aurez compris, il ne peut pas être pour moi celui d'hier, ni même celui des années 90. Ce communisme, il est souvent présent et déjà là. Il est dans les luttes écologistes, dans les luttes contre le racisme et le patriarcat, dans les luttes pour la justice sociale, dans les modèles d'alternatives de coopération qui grandissent ça et là. Pour cela, notre tâche n'est pas de nous enfermer pour ressasser ce que nous disons depuis des années. Notre tâche, c'est d'être à l'écoute de la société et de ce qui s'y dit, c'est de nous ouvrir, et de nous mettre au service de la société et des ruptures qui grandissent en son sein. Pour y arriver, nous devons déployer tous l'arc de force communiste, nous devons rassembler les communistes de l'intérieur et de l'extérieur. Nous devons également veiller au respect du pluralisme dans ceux qui instruiront le débat entre nous dans les mois qui viennent.

Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

Préparation du congrès

Un congrès est un moment majeur de notre vie démocratique. Le réussir nécessite de soigner sa préparation, toute précipitation serait mauvaise conseillère (1 mois pour les contributions est un délai trop court) dans le contexte que nous connaissons où il est très difficile de réunir les communistes et donc d'organiser leur délibération souveraine. Nous sommes toutes et tous d'accord ce sont les communistes qui sont souverains. Il est exclu que l'on décide à 3 ou 400. Et bien évidemment chacune et chacun compte pour un. Je rappelle cela car beaucoup de camarades me font part de leur inquiétude devant une progression dans nos rangs de repli sectaire, de difficulté à débattre sereinement, de recul quant à l'acceptation de la diversité comme une richesse et non comme un obstacle. Ce principe qui a été acquis au prix de grands débats dans notre parti pendant des décennies ne doit pas être remis en cause.

J'insiste sur ce point car depuis quelques temps nous entendons grandir une petite musique notamment chez des jeunes adhérents sur le thème « le parti se renforce en s'épurant » reprenant hors contexte la formule de Lénine. Et les derniers événements graves que nous avons vécus avec Vitry et le Mouvement de la jeunesse communiste ont conforté des camarades en ce sens. Je pense qu'il est de notre responsabilité à toutes et tous ici de ne pas

encourager cela. Je tiens à l'affirmer, les mises à l'écart n'ont rien à voir avec une culture communiste, c'est un principe que nous avons condamné depuis longtemps et qui a fait suffisamment de dégâts dans le monde communiste. Beaucoup de camarades expriment le souhait de ne pas vivre un congrès sous fortes tensions. Cela nous demande donc de développer encore plus notre culture de débat. Ce qui ne signifie pas qu'au terme de ceux-ci on ne puissent pas décider y compris en actant des désaccords mais ne négligeons pas ce temps de débat nécessaire d'autant plus que beaucoup de sujets le méritent. Je ne vais en citer que quelques uns. Sur les réponses à apporter en matière d'emploi et de la formation, sécurité emploi formation, salaire à vie, revenu étudiant, revenu universel, je crois que nous avons besoin de reprendre largement ce débat dans le parti et d'arrêter de faire comme si cela était tranché une fois pour toutes car c'est faux c'est un débat qui existe entre communistes. Il doit être poursuivi. C'est le seul chemin pour que les communistes soient à l'aise sur le sujet. Sur le féminisme, l'anti racisme ou l'écologie, là aussi ne faisons pas comme si les questions étaient réglées. Il n'y a rien de pire que d'éviter les débats si nous voulons être efficaces. Je pense que nous avons également à conduire lors de ce congrès des débats sur notre stratégie. Nous avons des idées, des propositions qu'on apporte de façon encore bien trop plaquées par rapport aux préoccupations de nos concitoyens. Réfléchissons à notre attitude quand des mouvements sociaux en France ou dans le monde émergent, que des idées, des propositions montent de la société, comment devons-nous réagir ? Aujourd'hui soit on court après, soit on ignore et même parfois on méprise. En tout cas on ne peut pas dire que massivement nous sommes immergés dans le mouvement social féministe, anti raciste ou écologique pour ne citer que ceux-là. Je ne dis pas que c'est facile mais je pense que c'est une question incontournable pour nous dans une période où il existe un profond rejet des partis politiques y compris du notre. C'est également en se nourrissant des apports de ces mouvements que l'on pourrait faire avec la population des expériences politiques novatrices et pas en répétant nos propositions qui sans cela resteront inaudibles. Nous devons également continuer à poursuivre la démocratisation du fonctionnement de notre parti en prenant plus soin de notre organisation, (grande question pendant les périodes de confinement et même au-delà) en développant nos activités dans une démarche ouverte vers la société, en travaillant à avoir des dirigeants qui ne divisent pas mais qui rassemblent les communistes. On a besoin de toutes les intelligences, je le répète. J'appelle à une préparation de congrès sérieuse, qui laisse le temps du débat et de la décision aux communistes où chacune et chacun se sentira libre de s'exprimer sans crainte d'invectives ou de stigmatisation. C'est notre rôle de responsables nationaux de garantir cela à nos camarades.

Pierre Laurent – Paris

Nous avons besoin d'aborder le prochain congrès avec une grande ambition politique et collective. C'est ce que montrent aussi bien les enjeux soulignés par Christian dans son rapport, que nombre des questions abordées dans la discussion de ce matin sur la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons. Ces crises sont multiples. Elles mettent en cause le capitalisme mondialisé et le sens de la civilisation. Elles se déploient au plan national, européen et mondial. Les enjeux sont majeurs et demandent des approfondissements pour être en mesure d'y apporter les réponses les plus appropriées.

Nous devons assumer cette ambition dans une situation où la pandémie contraint notre vie démocratique et celle du pays, nous appelle à des luttes importantes pour face face aux développements de cette crise et alors que nous devons affronter dans l'année trois échéances politiques: les élections régionales et départementales de 2021, nos décisions politiques pour les élections présidentielles et législatives de 2022, et la préparation de notre 39ème congrès qui doit normalement intervenir trois ans après celui de novembre 2018. Le calendrier n'est donc pas facile.

Ces échéances sont imbriquées mais ne sont pas similaires. Elles demandent un effort important et spécifique du Parti. Les élections de 2021 seront probablement reportées en Juin, et nous devons les préparer avec les contraintes sanitaires. Ce sont pour notre parti des élections importantes comme les élections municipales. Elles nous mobiliseront durant tout le premier semestre.

Concernant les échéances de 2022, je pense que nos choix pour aborder les élections présidentielle et législatives ne peuvent pas juste être la conclusion prédéterminée des grandes questions dont nous avons à débattre en vue de notre prochain congrès: nous avons besoin d'un débat spécifique sur la manière dont nous comptons aborder ces échéances essentielles, surtout si nous décidons de présenter un candidat communiste. Quant aux élections législatives, nous savons l'enjeu décisif et jamais gagné d'avance de la constitution d'une groupe communiste à l'Assemblée. Nous ne pouvons faire l'économie d'une réflexion stratégique sur ces échéances comme d'une discussion approfondie sur l'articulation d'une candidature à l'élection présidentielle avec les besoins profonds de changement qui s'expriment dans le pays. Nous n'aurons pas seuls la réponse à cette question, et nos choix devront être au service d'une perspective de changement de politique contre Macron, la droite et l'extrême-droite.

C'est pourquoi je crois que ces élections devraient faire l'objet au premier semestre d'une échéance propre, en l'occurrence une conférence nationale comme le prévoient nos statuts. Je pense donc que, parmi les hypothèses avancées par le rapport de Christian Picquet, celle de tenir un congrès en Avril est irréalisable. Ce serait prendre le risque d'un Congrès démocratiquement bâclé, et aussi celui de réduire le champ des débats dont nous avons besoin en indexant le congrès sur la seule échéance présidentielle, alors que nous avons besoin d'un congrès qui nous permette d'approfondir l'analyse de l'état de la société et du monde, en interrogeant nos réponses communistes, en travaillant leur adéquation à cette période de mutations proprement historiques.

La question d'une nouvelle société est posée aujourd'hui. La crise de civilisation dans laquelle nous entraînent dérèglement climatique et crise du capitalisme mondialisé comportent des risques majeurs de régressions, mais aussi des potentiels de changement historiques inédits que nous ne parvenons pas pour le moment à exploiter. Ce devrait être l'enjeu majeur du 39 eme congrès que d'y réfléchir.

Je suis donc plutôt favorable à ce que nous décidions lors du CN du 12 décembre, en fonction du calendrier qui s'ouvrira à nous à ce moment là, d'une conférence nationale consacrée aux échéances de 2022 dans un premier temps, et d'un congrès avec un temps de préparation adéquat dans un second temps, un temps qui nous permette de mener un travail approfondi sur les enjeux historiques de la période, en mobilisant le potentiel de réflexion du maximum de communistes, et celui des forces intellectuelles et sociales qui sont prêtes à réfléchir et à travailler à nos côtés.

Nous ne devons pas tenir un congrès qui soit la continuité ou la réplique du précédent . Nous avons besoin d'un grand congrès, qui nous fasse avancer toutes et tous ensemble.

Vincent Bouget – Gard

Le rapport de Christian Piquet est particulièrement dense et ouvre le débat. J'approuve l'idée de l'immensité du chantier de réflexion au regard des crises actuelles, de la situation réelle du monde, de la France, de périls et des potentialités. Je serais plus modeste sur l'état réel du parti, sur sa visibilité, son identification à un communisme de notre temps, sa capacité à incarner un espoir crédible de changement aux yeux du plus grand nombre. Je suis aussi plus prudent sur l'efficacité réelle de nos actes militants. Je ne mets pas en cause leur nécessité, il faut les organiser, mais ils peuvent au final nous faire plaisir et ne rester qu'une toute petite goutte d'eau face aux difficultés de faire grandir dans les têtes la possibilité de transformation. Immensité des débats, besoin d'associer tous les communistes dans leur diversité, besoins de débats politiques avec les communistes sur un certain nombre de sujets, besoin de formation.... Aujourd'hui je ne crois pas raisonnable, mais il est bien de consulter les fédérations, de faire comme si on pouvait faire comme d'habitude dans les conditions actuelles et tenir en juin un congrès si important. Ce qui semble nous presser, c'est la question de la présidentielle et cela est légitime, mais il ne faudrait pas non plus qu'un congrès de fond ne soit influencé que par sa fin nécessaire, à savoir la désignation d'un candidat à la présidentielle. Ce serait même un nouvel effet de la présidentialisation de la vie politique française. Si on a besoin de traiter la question de la présidentielle, nous pouvons tenir une conférence nationale, après la séquence sur les régionales et les départementales. Pour se

laisser plus de temps pour les enjeux de congrès. Deux remarques sur la question de la candidature à la présidentielle, même si ce n'est pas le sujet en tant que tel de ce CN : D'abord, attention à ne pas envisager cette échéance avec les lunettes que nous avons chaussées en 2018. Le monde a changé, il faut mesurer tous les enjeux. Enfin, si devons réfléchir à la question d'une candidature communiste, nous avons besoin de produire aussi des gestes de rassemblement, de réfléchir et de proposer une stratégie politique d'union pour les échéances présidentielle et législatives qui fasse naître un espoir de changement.

Hervé Poly – Pas-de-Calais *(non communiquée)*

Julien Chouet – Dordogne *(non communiquée)*

Isabelle De Almeida – Côte-d'Or *(non communiquée)*

Ismaël Dupont – Finistère

Sur le calendrier et la méthode pour préparer notre Congrès et l'élection présidentielle et législatives, je crois qu'il est souhaitable dans les conditions actuelles de dissocier et de séquencer les choses, de se donner du temps pour réussir un Congrès réellement utile pour l'avenir. On ne peut repousser trop longtemps un choix des communistes sur la séquence présidentielle de 2022 car cela va occuper le terrain politique et médiatique et il ne faut pas que nous soyons en dehors du coup, sans visibilité aucune quand l'attention médiatique se focalisera là dessus. Il faut pour moi mettre une parole et une incarnation communiste dans le débat des présidentielles, à la rencontre des citoyens, et, au plus tard au début de l'été, si les élections départementales et régionales étaient repoussées en juin, voire avant, tenir une conférence nationale sur le sujet, avec un vote de l'ensemble des adhérents, sachant qu'il faudra aussi penser ensemble les conditions de la conservation d'un groupe communiste à l'Assemblée Nationale et de l'élection de nos députés. Cette parole communiste aura sa nécessité et son originalité, y compris dans ce que nous pourrions dire de la Ve République et de notre rapport au présidentielisme, aux fondements de la crise multiforme que nous vivons, aux moyens de sortir de cette situation. Je pense qu'il ne faudra pas non plus, même en décidant de lancer une candidature communiste à la Présidentielle avec un contenu propre à défendre et expliquer, fermer la porte à un rapprochement souhaitable des forces de gauche et écologistes, et je crois même qu'il faudra continuer à porter un appel à un contrat de majorité et de gouvernement à gauche, à un rassemblement de la gauche sans lequel on voit mal comment on pourrait éviter de renouveler le scénario cauchemardesque d'un nouvel affrontement de second tour entre les forces néo-libérales de Macron ou de la droite, et l'extrême-droite. Si on faisait notre congrès en juin ou avant juin, avec le contexte sanitaire, cela risquerait de nous laisser peu de temps de débat et je crains que la question de la candidature aux présidentielles le vampirise et qu'on appauvrisse son contenu, sa préparation. Or, c'est un moment très important de vitalité de notre collectif militant, qui n'est pas contradictoire avec le travail mené en direction de la population. Or, nous avons besoin d'un vrai congrès poussant plus loin encore qu'au dernier congrès la réflexion du de notre projet de société en rupture avec le capitalisme, du comment, de la stratégie de transformation compte tenu du monde et de la société tels qu'ils sont, et de notre travail de renforcement organisationnel, avec des propositions novatrices et créatrices à trouver. Le travail en vue de ce congrès devrait à mon sens commencer assez tôt en 2021, par une ouverture aux contributions individuelles et collectives, des auditions d'intellectuels, de syndicalistes, de militants associatifs, de camarades pour enrichir une proposition initiale de base commune dont il faudra ensuite permettre aux collectifs du parti, à l'ensemble des adhérents, de se l'approprier, d'en débattre pendant plusieurs semaines, de l'amender et de l'enrichir en ayant suffisamment de temps, et sans que le débat soit vampirisé par la question de la présidentielle et des directions.

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Nous avons une réelle difficulté. Nous avons d'une part besoin d'un congrès de haut niveau, très ambitieux, qui implique largement le collectif communiste, et d'autre part, les conditions de son organisation à court ou moyen terme ne sont pas réunies. J'ajoute que si le congrès à

venir ne peut et ne doit pas être une sorte de revanche d'un précédent congrès, par contre un tel congrès ne peut pas ne pas évaluer le chemin parcouru, en particulier la poursuite de l'affaiblissement de notre parti : Car **premièrement**. Notre parti, même s'il n'est pas le seul parti communiste dans le monde à être confronté à ce défi, continue d'être confronté au grave problème de **ré-identification du combat communiste** : faute d'être identifiés pour ce que nous sommes, ou plutôt sur ce que nous devrions être, sur des combats communistes de notre temps, nous continuons d'être identifiés à notre passé. Tout ce qui nous conduirait à rechercher dans un illusoire « *retour aux sources* » nous fait perdre du terrain et du temps. **Deuxièmement**. On peut toujours les euphémiser, tourner les choses d'un côté ou de l'autre, notre **affaiblissement en terme de résultats électoraux** s'est poursuivi aux élections européennes comme aux élections municipales. Nous n'en avons toujours pas tiré tous les enseignements. **Troisièmement**, nous avons besoin de **clarifier notre orientation stratégique** que le dernier congrès n'a en réalité pas éclairé, et qui nous conduit, d'une part à parler abstraitement de large rassemblement, sans nous donner des objectifs ni de forme ni de fond, et « en même temps » d'envisager la mise sur orbite d'une candidature communiste à la présidentielle. Où est la cohérence, si nous voulons nous débarrasser du duo Macron Le Pen, objectif que je n'ai pas entendu dans la bouche du rapporteur, et qui est la principale question que se poseront nos concitoyens ? **Quatrièmement**, nous continuons également à connaître un **affaiblissement organisationnel**. Les départs se sont accélérés depuis le dernier congrès qui a divisé notre parti, sans contrepartie d'une vague d'adhésion comme nous l'avions connu il y a une dizaine d'année, au temps du Front de gauche. Comment inverser cette tendance ? Notamment en restant pour l'essentiel absent dans notre activité militante **réelle**, des thèmes, comme l'écologie ou d'autres qui sont structurants de l'engagement politique, en particulier de la jeunesse ? Voilà des questions qui demandent du temps et un climat serein pour être traitées. Or, le temps comme le climat sont incertains. Car, **cinquièmement**, nous connaissons des difficultés nouvelles, **des divisions inédites dans notre parti, et le retour de logiques qui inquiètent les communistes** : je pense à l'épisode de Vitry-sur-Seine, à l'exclusion à Toulouse d'un camarade très estimé, Marie Jean Sauret, à nos relations avec l'UEC et la JC dont il sera question ce soir, et d'une certaine manière, à la tonalité de certains échanges entre communistes et pas seulement sur les réseaux sociaux. **Le pluralisme d'idée dans notre parti n'est pas un handicap, c'est une clé**, et il est clair que si la composition de la commission du texte qui est en cours d'élaboration sans même que nous ayons été consultés, est une question importante, c'est bien plus largement la mise en mouvement de **tous** les communistes qui doit être notre boussole. Ce défi d'**une ambition communiste forte et retrouvée** qui est devant nous est **très** éloigné de considérations de calendriers qui seraient guidées uniquement par la satisfaction de l'objectif de présenter, quoiqu'il en coûte, une candidature à la présidentielle. **Donnons-nous le temps nécessaire pour un congrès utile, contributif, ouvert**, qui donne envie de rassembler les communistes, tous les communistes, et dont il faut se préoccuper, comme l'a dit à deux reprises Fabien. Et produisons les gestes qui permettront le rassemblement et la mobilisation des communistes qui sont aujourd'hui dispersés.

Jean-Marc Durand – Drôme (*non communiquée*)

Pierre Lacaze – Haute-Garonne (*non communiquée*)

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne (*non communiquée*)

Jérémie Giono – Isère (*non communiquée*)

Colette Gergen – Yvelines

Sans doute selon notre fédération, n'avons nous pas les mêmes expériences, les mêmes ressentis, les mêmes moyens ni les mêmes résultats aux élections. Dans les Yvelines, nous n'avons plus de conseiller régional, de conseiller départemental. Aux dernières élections municipales, nous sommes passés de 3 à 2 villes. Nous n'avons plus de permanent politique.

Par conséquent, nous avons encore perdu des moyens et en cette période de crise sanitaire, nous avons de grandes difficultés à organiser l'action militante tout comme le débat idéologique. En témoigne notre difficulté à organiser des moments de débat sur les régionales et les départementales 1. Parce zoom limite la profondeur de la pensée 2. Parce que les camarades ont d'autres choses dans la tête liées à leur condition (comment faire garder ses enfants? Vais-je garder mon travail? Quelles seront les conditions sanitaires au travail demain? Comment organiser la solidarité autour de chez moi? Comment défendre l'hôpital public? Etc...). Or, vue l'importance des enjeux évoqués par Christian pour notre prochain congrès, il est nécessaire d'avoir des moments de réflexion, de réflexion collective. Christian a souligné l'importance que chacun puisse participer au débat, je suis entièrement d'accord. Je dirai qu'il est nécessaire que chacun participe au débat collectif et pour cela nous avons besoin de TEMPS. La contribution individuelle par internet est intéressante mais elle a ses limites. Notre but est de proposer une analyse fine et mutuellement enrichie, de faire du commun. Je ne prendrai qu'un exemple qui mériterait d'être débattu largement, une question que nous avons beaucoup abordée ces derniers temps : la sécurité emploi formation. Nous avons entendu un camarade se réjouir, en affirmant que les camarades avaient compris cette notion. Et bien, NON, nombreux sont les camarades pour qui c'est une proposition réformiste et non révolutionnaire. La sécurité emploi formation est souvent vécue comme une proposition qui acte l'existence du chômage, comme une proposition qui ne pose pas la question du travail (de son sens, de sa définition : travail de parent, de citoyen, d'associatif, de syndicaliste...). Enfin elle est souvent vécue comme une proposition qui ne pose pas la question de la production. Je ne veux pas relancer le débat mais OUI il y a des choses à débattre à réfléchir, au vu des enjeux et de nos ambitions politiques. Personnellement je ne vois pas comment le congrès pourrait avoir lieu avant l'automne. J'approuve donc la proposition de consulter les fédérations en lien avec la réalité des possibilités d'un véritable débat démocratique permettant de traiter les enjeux historiques auxquels nous sommes confrontés. Oui, il est possible d'organiser une conférence nationale avant un congrès pour débattre d'une candidature à l'élection présidentielle. Nous devons tout faire pour créer les conditions possibles d'une candidature à cette élection comme l'indique le texte du congrès. Il faut donc analyser la situation : les conditions sont-elles réunies? Un candidat : pourquoi faire? Ainsi je ne suis pas d'accord avec Pierre Lacaze, nous avons un projet communiste. Et de toute façon, si nous avions un candidat à l'élection présidentielle, il ne porterait pas le projet communiste mais un projet co-élaboré avec la population.

Fabien Gay – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Yannick Monnet – Allier *(non communiquée)*

Frédéric Rauch – Lot-et-Garonne *(non communiquée)*

Eliane Assassi – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Jean-François Christé – Saône-et-Loire *(non communiquée)*

Marie-Christine Burricand – Rhône *(non communiquée)*

Nathalie René – Rhône

Au sujet de l'élection présidentielle : Avant de parler d'une éventuelle candidature, pour moi la priorité est de travailler sur la question du rassemblement et du renforcement de la gauche. Je partage la réflexion de Gilles Ravache sur le fait que le thème de l'élection présidentielle devrait être travaillé lors d'une conférence nationale. Car il ne faut pas que le congrès soit pollué par la question de la candidature à la présidentielle. Au sujet du calendrier du 39^e congrès : Pour ma part la question du congrès doit être avant tout abordée avec les FD et les secrétaires de section. Je pense qu'il n'est pas possible et raisonnable de prévoir un congrès avant le mois de juin. Nous avons besoin au sein de notre parti et encore plus aujourd'hui, de débattre, d'échanger et de le faire d'une façon sérieuse. Donc je pense qu'il est vraiment nécessaire de programmer le congrès qu'à partir de l'automne 2021 voir même après. Ceci afin de le préparer au mieux avec tous nos camarades. Nous avons besoin de retrouver une certaine sérénité et ce n'est pas dans la précipitation que nous allons réussir à unir tous les

communistes. Pour moi, il est hors de question de revivre le dernier congrès, qui a été difficile voir même une souffrance pour de nombreux camarades !

Brahim Jlali – Charente Maritime

Mon intervention concerne le débat sur la tenue de notre congrès et une candidature du P.C.F à la prochaine élection présidentielle. Il faut à mon avis dissocier ces deux questions, avec par exemple une Conférence Nationale dès que possible qui désignera notre candidat(e) et le congrès qui ne sera pas obnubilé, "pris en otage" par cette question pourrait se tenir plus tard, après les vacances d'été en novembre 2021 par exemple.

Sur notre candidature à l'élection présidentielle, le Conseil Départemental de La Charente Maritime a adressé un vœu adopté à l'unanimité à notre Direction Nationale. Le Conseil Départemental pense qu'une candidature tardive, à l'automne 2021, risquera d'apparaître comme une candidature de plus, voire la candidature de trop et donc une candidature de division nous rendant inaudibles. S'il est bien déclaré qu'il y aura une candidature du Parti à cette élection, conformément à la décision du dernier congrès, celle-ci serait renvoyée, au plus tôt, après le congrès de juin 2021, en clair, avec une désignation à l'automne 2021. Qu'on le veuille ou non, les institutions de la 5ème République et la présidentialisation du régime font de l'élection présidentielle un moment fort du débat nationale et tous les médias et partis sont déjà tournés vers 2022. Une candidature communiste à la présidentielle, le plus tôt possible, permettrait d'affirmer notre présence dans le débat, d'affirmer l'idée communiste de manière décomplexée et en particulier celle du communisme français, d'intervenir pour rassembler dans la clarté les forces de gauche et écologistes et de déjouer les manœuvres qui ne manqueront pas pour éloigner toute perspective de changement progressiste. Dans le cas contraire, nous serions voués une fois de plus à l'effacement, à « prendre un train en marche » dont nous serions le dernier wagon.

Notre projet politique suppose d'unir, d'unir dans l'action et de créer un mouvement populaire durable définissant et s'appropriant la transformation de la société, le dépassement du capitalisme, le « système d'après ». Créer un rapport de force favorable à un tel mouvement populaire suppose une forte présence de notre parti dans la bataille idéologique à mener.

Il existe, fort heureusement des convergences avec toutes les forces de gauche et écologistes mais aussi des désaccords voire des divergences à surmonter. Les autres forces n'ont pas les mêmes positions que nous par rapport à l'antagonisme capital-travail et au dépassement du capitalisme... Une candidature communiste mise au service du rassemblement permettrait d'ouvrir une perspective et de créer un espoir.

Bref, passer de la défensive à l'offensive en s'affirmant dans le paysage politique.

Tel est le sens qu'aurait cette candidature "dès maintenant" qui, par ailleurs, serait un point d'appui pour nos candidatures aux élections régionales, départementales et un tremplin pour les législatives qui suivront.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que soit organisée, le plus tôt possible, la désignation d'un-e candidat-e à la présidentielle. Le moment venu, soit elle pourrait devenir la candidature du rassemblement, soit elle pourrait même, le cas échéant, se retirer au profit du rassemblement.

Danielle Blasco – Lot-et-Garonne

Face à la crise sanitaire, économique, écologique, démocratique avec entres autres la remise en cause de nos libertés y compris individuelles, Fabien a à juste titre interpellé les membres du CN quant à l'importance de mobiliser les communistes. Il est indispensable non seulement de renforcer le parti communiste, mais de mobiliser l'ensemble des adhérents. Les communistes subissent la précarité, la pauvreté et ne sont pas étanches à la bataille idéologique de la droite, aux idées nauséabondes qui circulent dans les médias, dans les réseaux sociaux. Les communistes ont besoin d'aide, de solidarité, de lien social. Besoin d'aide pour cultiver l'espoir et la solidarité. Oui, il y a un espace politique à prendre. Cet

espace doit avant tout être dans la tête des camarades. Pour cela, nous devons interpeller les sections, les cellules sur les enjeux, avec des éléments. Éléments de terrain, emploi, santé, écoles, services publics ... et cela en lien avec le national. L'un ne va pas sans l'autre. Nous devons nous emparer de cela en mobilisant d'abord les communistes. C'est l'ensemble des communistes qui peut et doit incarner nos propositions. Nous devons être visibles dans le débat en tant que communistes et avec ce que l'on porte. Qui d'autres que les camarades peuvent porter nos propositions transformatrices ? Je voudrais juste rajouter un mot sur l'école. Face à la situation actuelle de nombreuses propositions sont faites par le parti telles dédoublement de classes, moyens humains, financiers.... Je voudrais également insister sur le caractère traumatisant que subissent les jeunes élèves en primaire sur le port du masque, très difficile à supporter pour des enfants de 6 ou 7 ans.

Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Débat général

Le chemin pour sortir de cette période promet d'être encore bien difficile. La période est brutale, pour les millions de jeunes qui sont censés se construire dans toute cette incertitude et cette solitude. Elle peut être désespérante, aussi, pour les 2,7 millions d'étudiants qui doivent s'accrocher à leurs cours malgré l'explosion de la précarité, la privation de revenu, l'angoisse d'être seul face à son écran, la fatigue des visioconférences qui s'enchaînent, l'injustice de ne pas bénéficier des mêmes conditions de travail que les autres pour réussir. Dans ce clair-obscur, les jeunes sont en recherche d'espaces qui leur permettent de s'émanciper dans le débat et l'action politique. Les valeurs communistes de solidarité, de fraternité et de sororité, de respect d'autrui et d'attachement profond à la démocratie sont les principes qui permettent aux organisations communistes, plus que toutes autres, de leur offrir cette chance. Grâce à nos idées et nos batailles révolutionnaires, nous pouvons rassembler très largement celles et ceux qui veulent mettre fin à ce chaos et transformer profondément la société. Depuis que j'ai été élue Secrétaire nationale de l'UEC, cette exigence est ma boussole, et celle de tous mes camarades qui se sont succédé·e·s à la direction de l'UEC. Comment garantir que chacun de nos camarades de fac puisse s'y investir et la faire grandir à son tour, s'y émanciper dans l'action politique, porter de nouvelles batailles victorieuses ? Cette question se pose encore plus vivement à l'heure du confinement. Voilà les dispositions que nous avons prises : remise en question de nos modes d'action, redynamisation de la direction de l'UEC, participation large des camarades aux travaux et à l'élaboration politique, ouverture aux réseaux de sympathisants. Voilà où nous en sommes : campagne revenu étudiant qui mobilise 6 000 étudiants et presque 1 000 participants dans toute la France après 2 mois de campagne, Conférence nationale qui réunit dans une période difficile une centaine d'étudiant·e·s communistes qui en ressortent heureux et motivés pour la suite. La principale question qui se pose pour les communistes est : comment réussir à continuer de mobiliser tou·te·s ces étudiant·e·s et élargir encore cette mobilisation pour faire avancer les idées communistes dans les universités ? Comment obtenir des avancées grâce à cette campagne, en lien avec nos élus et enseignants, pour montrer à tou·te·s ces jeunes que la lutte paie ? Comment traduire cet engagement dans les échéances électorales à venir ? Notre Conférence nationale des 24 et 25 octobre, qui s'est appuyée sur l'expérience de tous les étudiants communistes qui ont fait vivre cette campagne, nous a permis de trouver, dans le débat et le travail collectif, des dizaines de nouvelles idées, de nouveaux modes d'actions, de nouvelles manières d'engager les étudiants dans la bataille politique : campagnes numériques de solidarité dans le confinement, bataille animée par les étudiants en santé pour la reconnaissance de leur travail, développement de nouveaux formats d'expression comme les vidéos et les podcasts sur notre journal Clarté, sollicitation des témoignages des signataires de la pétition pour un revenu étudiant afin qu'elles et ils racontent leur confinements, leurs difficultés et les initiatives collectives dans leurs promos, organisation de conférences et de débats en ligne ouverts à tous... Cette feuille de route, adoptée au terme de ces travaux, sera évidemment enrichie de nos prochaines expériences, mais aussi des apports de tous ceux et toutes celles qui décideront de se joindre à la mobilisation dans leur fac, partout en France. Au vu de l'imprévisibilité de la période, et de la grande difficulté de garder le rythme d'un enseignement en distanciel, seule notre

ouverture, alliée à une capacité d'action libérée, nous permettra de répondre aux enjeux de la période. Je vous remercie.

Débat MJCF-UEC

Je souhaite bien sûr m'exprimer sur la situation de notre mouvement de jeunesse. Ces derniers jours, j'ai été contactée par de nombreux militants et dirigeants du Parti, qui m'apportent leur soutien, me font part de leur effarement mais aussi m'interrogent sur ce qu'il se passe. Je vous avoue que tout cela est assez épuisant, mais on m'a toujours dit que lorsque l'on a un mandat on le tient, et je le tiendrai. D'abord, je souhaiterais répondre aux camarades qui, de bonne foi, s'interrogent : comment en est-on arrivés là ? De nombreuses pistes ont été avancées, et toutes contiennent sans doute une part de vérité. Mais je pense que deux éléments sont structurants pour expliquer ce qui divise le Mouvement aujourd'hui. La JC, au même titre que l'UEC, est sociologiquement une organisation étudiante et ce depuis de nombreuses années. Pourtant, le rôle de l'UEC a toujours été, tout en organisant les étudiants dans leurs lieux d'enseignement, de laisser s'exprimer dans le MJCF les autres franges de la jeunesse, ou les étudiants plus à l'aise de le faire dans leur quartier. Des propositions ont été faites afin de sortir de cette situation : campagnes dans les lycées professionnels, adresse aux jeunes ruraux, politiques de cadres... Elles n'ont jamais été saisies ou ont rencontré des difficultés dans leur application. Dès lors, il y a mécaniquement une concurrence entre le Mouvement, instance généraliste et donc aux objectifs flous, et sa branche étudiante. Du moment que règnent la fraternité et la bienveillance, tous ces désaccords peuvent se dépasser sans problème. Mais lorsque les rapports violents, la contrainte et l'exclusion deviennent la règle, on aboutit à la situation actuelle. Je n'affabule pas, et je tiens à la disposition de qui le souhaite l'ensemble des documents qui témoignent de l'installation graduelle de cette violence. Là aussi j'ai alerté et tenté de trouver des voies de dialogue, sans succès. A chaque fois, des propositions de travail commun, auxquelles je me suis toujours montrée favorable, ont été formulées.

Malheureusement, jamais les problèmes de violences et d'exclusions au sein du Mouvement n'ont été réglés pour le permettre. Cette situation prend un tour inédit en 2020. A peine sorti des fêtes de fin d'année, le Conseil national du Mouvement décide de se couper de la moitié de ses membres, sous prétexte que ceux-ci ne participent plus aux réunions depuis le dernier Congrès. Présente lors de ce Conseil national, j'ai plaidé qu'il ne revient pas à cette instance de décréter démissionnaires ses propres membres, d'autant plus sans avoir préalablement discuté avec elles et eux pour comprendre la raison de leur absence et essayer de trouver des solutions dans le dialogue. Sans succès. C'est après que la mise à l'écart de fédérations entières et de dirigeants de l'UEC ait été votée que j'ai décidé, à regret et profondément bouleversée, de consacrer mes week-ends à construire plutôt qu'à exclure et de ne plus participer aux Conseils nationaux tant que ces méthodes n'auraient pas cessé. A l'été 2020, la première partie de l'ANA se réunit, comme il y a quelques jours, en visioconférence. Il est déjà prévu, en juin, d'exclure le Collectif national de l'UEC et d'en élire un alternatif, composé en majeure partie de militants du MJCF qui n'ont jamais souhaité participer à l'activité de l'UEC et théorisent même sa suppression. Quelques semaines plus tard, lors d'un Conseil national du MJCF réuni en juillet - encore une fois en visioconférence - je suis exclue de la coordination nationale du MJCF. Est-il nécessaire de préciser que cette dernière décision n'a rien de statutaire ? A chaque étape de ce processus, j'écris bien évidemment à Fabien Roussel et aux responsables du Parti pour les alerter. Déjà, les différentes décisions prises par la direction du Mouvement annonçaient les événements du week-end dernier. Aucune de mes sollicitations n'a trouvé de réponse. En septembre, les adhérents de l'UEC me remontent que la coordination JC raconte partout qu'un Collectif national et une coordination de l'UEC alternatifs seraient élus lors de l'ANA. J'en parle donc en rendez-vous devant Igor et Léon, sans réponse claire de leur part à ce sujet. Le soir même, je découvre que la coordination nationale de la JC a édité de fausses cartes d'adhésion de l'UEC, qu'elle a envoyées par la poste aux fédérations pour organiser la Séance étudiante sans les adhérents de l'UEC. Ainsi, sans ambiguïté aucune, Léon réaffirme la volonté d'exclure. Dans ce contexte, à la Conférence nationale prévue de longue date, les camarades s'expriment à l'unanimité, dans leur grande diversité, pour que la séance étudiante ait lieu ici, à la Conférence nationale, et non dans un événement organisé en dehors

de nos statuts et ne regroupant qu'une petite partie des jeunes communistes. Je précise que les étudiants communistes ont pris leurs décisions en toute connaissance de cause. J'ai fait connaître, à chaque étape, les propositions d'Igor, jusqu'au sein de la Conférence nationale. J'ai aussi fait connaître mes propositions, chacune refusée sans formuler d'autre proposition raisonnable. Je crois que beaucoup sous-estiment vraiment la colère des étudiants communistes, qui ont opté pour ce qui leur apparaît comme une solution mesurée. Après la Conférence nationale, dès le premier rendez-vous de médiation avec des membres du CEN, j'ai fait savoir que les étudiants communistes partageaient la volonté d'additionner les forces et non de les soustraire. J'ai donc proposé d'intégrer dans le Collectif national de l'UEC, élu lors de la Conférence nationale, les camarades de la JC désignés par l'ANA, quitte à me retrouver avec un Collectif national en sureffectif. Léon a refusé en demandant que seuls une dizaine des membres du Collectif national de l'UEC ne soient conservés, et qu'une quinzaine d'étudiants de la JC s'y ajoutent. Arguant qu'on ne pourrait pas s'en sortir avec la volonté d'exclure et d'écraser, j'ai formulé une nouvelle proposition dans laquelle la coordination nationale de l'UEC pourrait elle-même s'enrichir suite à l'intégration des camarades de la JC dans le Collectif national. Pour répondre à la problématique statutaire pointée par Léon, qui est que l'ANA ne peut pas renouveler plus de 40% des effectifs du CN du Mouvement, je suis allée jusqu'à proposer que l'intégralité des membres du Collectif national n'en fassent pas partie, ce qui correspond de toute manière à la disponibilité des uns et des autres. Nouveau refus. A chaque refus, Léon a explicitement réaffirmé sa volonté d'exclure les membres du Collectif national de l'UEC. D'où la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Je ne m'en satisfais pas. Depuis la Conférence nationale, nous avons un Collectif national de l'UEC de 30 membres qui travaille, sans animosité aucune mais avec la ferme intention de ne pas se voir déposséder de son militantisme. Je suis bien consciente de la nécessité de dépasser cette situation. Je sais aussi que les choses ne se régleront pas en un claquement de doigts. Pour autant ma responsabilité de Secrétaire nationale de l'UEC demande de proposer des solutions à usage immédiat, pour ne pas aggraver la fracture au sein du MJCF. C'est pourquoi, malgré tout ce qui s'est passé et en responsabilité, je propose d'intégrer au Collectif national de l'UEC les 15 camarades désignés par la JC à l'ANA. Nous pourrions ainsi travailler ensemble sur l'implantation, notamment autour de la campagne pour un revenu étudiant dont je sais qu'elle fait plutôt consensus parmi nous, mais aussi autour des élections régionales et départementales, en soutien aux candidats communistes dans toute le pays.

Léon Deffontaine – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

Situation au MJCF

A 3 reprises j'ai fait part au CN de mon inquiétude concernant la situation du MJCF et de ma disponibilité pour aider à dépasser cette situation. Fabien m'a dit qu'il m'avait entendu, j'ai appelé Frédéric Mellier, aucune réponse. J'ai continué à me tenir informée de la situation et c'est ainsi que j'ai appris qu'Anaïs était convoquée à une rencontre le 1er octobre avec Igor, Frédéric, Léon et Christophe Grassullo. Je me suis invitée, ce qui me permet aujourd'hui de témoigner et de compléter les propos d'Igor par les propositions que j'ai pu faire et qui ont disparu dans les différents compte rendus que vous avez reçus. Dès la première rencontre le 1er octobre, j'ai fait part de mon incompréhension sur la volonté d'organiser une réunion aussi importante que l'ANA dans des délais (un mois plus tard) avec un risque de re-confinement et dans des conditions aux antipodes de la démocratie.

Je m'explique : Comment peut-on parler de processus démocratique alors que cette réunion devait être organisée après des exclusions régulières de dirigeants de l'UEC (passées en pertes et profits) et notamment de celle d'Anaïs, la secrétaire nationale de l'UEC, de la direction du Mouvement en juillet sans aucune réaction ? Comment peut-on parler de processus démocratique alors que pour préparer la séance étudiante de l'ANA ont été éditées des cartes UEC parallèles ? On n'a jamais vu ça dans nos organisations communistes. C'est quoi ces méthodes ? Comment peut-on trouver cela acceptable ? Est-ce ainsi que l'on agit lorsque l'on veut travailler au rassemblement ? J'espère que cela ne va pas devenir un nouveau mode de

fonctionnement. Comment peut-on parler de processus démocratique alors que l'organisation de cette ANA s'est faite sans la participation des responsables de l'UEC que ce soit sur la répartition des délégués ou sur les contenus notamment concernant la séance étudiante. ?

Il est clair qu'on ne pouvait pas légitimer une telle organisation ?

Comment peut-on dire que l'on a voulu travailler au rassemblement des jeunes et étudiants communistes quand dès la 1ère réunion le responsable du Mouvement Léon annonce qu'il ne pourrait pas travailler avec tous les membres de l'UEC en donnant comme exemple Anaïs. Il était alors évident qu'il n'y avait aucune volonté de rassembler mais bien de continuer à exclure. J'ai immédiatement proposé que les 2 rencontres prévues ANA et Conférence nationale de l'UEC soient reportées et préparées avec un réel travail en commun dans les fédérations et les secteurs. Seule Anaïs a répondu positivement à ma proposition.

J'ai insisté pour que l'on ne règle pas les différents par un traitement autoritaire et bureaucratique mais en faisant faire des expériences militantes communes à tous ces camarades. Des collectifs communistes existent et agissent. On ne peut pas réduire à néant leur travail ni leur faire faire l'expérience d'un fonctionnement autoritaire contraire à nos principes d'organisation. Par ailleurs pourquoi s'acharner sur le collectif national de l'UEC dont chacun convient qu'ils effectuent un travail remarquable dans des conditions difficiles ?

Lors de la 2ème rencontre, le 9 octobre, afin de travailler au rassemblement de tous les étudiants communistes, Anaïs et Manel (responsable à l'organisation de l'UEC) ont proposé de prendre contact avec les étudiants organisés par le MJCF.. En effet, Anaïs, élue secrétaire nationale de l'UEC lors du dernier congrès, a toute légitimité pour travailler à ce rapprochement. Cela relève de sa responsabilité. Léon affirmant que ses camarades ne répondraient pas à cette sollicitation, j'ai proposé que cela puisse être une démarche commune de Léon et Anaïs. Cela n'a pas été acté et les contacts non communiqués. Le 22 octobre j'apprends à cette réunion que la commission des candidatures du MJCF s'est tenue et que l'UEC n'y avait pas été conviée. Intolérable !. J'ai réaffirmé que maintenir le cap de la tenue d'une ANA le 31 octobre préparée dans ces conditions était irresponsable. J'ai demandé à nouveau le report des 2 réunions sans succès. Il était clair que depuis le départ il avait été décidé de passer en force. Les résultats sont là. C'est un échec. Nous ne pouvons pas acter les décisions prises à l'ANA dans de telles conditions anti démocratiques. Il faut engager le travail de reconstruction comme je l'indiquais le 1er octobre et je demande à pouvoir continuer à être associée à ce travail.

Aymeric Seasseau – Loire Atlantique *(non communiquée)*

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

Situation du MJCF – compléments d'information

Cher.e.s camarades, Cher Igor,

Les membres du Conseil national et les fédérations ont été destinataires, mardi 3 novembre, d'un document sur la situation au MJCF signé de ton nom. Ce document de quatre pages est gravement lacunaire quant à l'état de notre mouvement de jeunesse. Cela est dommageable et ne permet pas aux communistes, notamment à notre direction, d'avoir un tableau complet de la situation. Le climat au sein du MJCF est inquiétant, et le niveau de violence atteint doit nous poser question. L'omission de certains faits dans ta note pourrait donner le sentiment d'un réquisitoire à charge contre l'UEC, au service d'une parodie de procès truqué. Je ne peux bien évidemment pas le croire. Aussi, je souhaite apporter quelques compléments d'information. Militant puis dirigeant du MJCF pendant près de dix ans, je dispose d'une somme conséquente de données sur ce qui a pu conduire à la situation actuelle. A plusieurs reprises déjà, je les ai mises à disposition de membres de notre direction afin de leur permettre d'accroître leur compréhension de la crise du MJCF. Peut-être n'en as-tu jamais eu connaissance ? J'en reproduis donc une petite partie ici, dans l'objectif d'enrichir ce document marqué à mon sens par trois grandes lacunes. D'abord, tu laisses penser que les militants et dirigeants de l'UEC auraient eu la volonté manifeste de ne pas participer aux temps collectifs du Mouvement, et de se situer à part. Cela est faux. Les étudiants communistes ne se sont pas désinvestis des espaces du Mouvement, ils en ont été

méthodiquement écartés ! En ce sens, je crois que l'honnêteté oblige à préciser un ensemble de faits (non exhaustif) qui, depuis plusieurs années, compliquent considérablement l'investissement des étudiants communistes et de leur direction dans les espaces du Mouvement : la remise en cause progressive, jusqu'à devenir systématique et malade, de toute initiative politique de l'UEC, vues comme effaçant celles du Mouvement (interdictions de distribution de tracts UEC, interdictions de visibilité à la Fête de L'Huma, interdictions d'impressions de matériels, interdictions de création de secteurs, interdictions de déplacements militants...) La demande régulière faite aux responsables de l'UEC d'écarter sans motif certains membres de l'UEC, simplement parce que considérés comme « cristallisant des tensions ». Cela concerne plusieurs dizaines de personnes ces dernières années, des secteurs locaux jusqu'à la coordination nationale. A l'inverse, aucun dirigeant de l'UEC ne s'est jamais permis de demander le limogeage d'un dirigeant du MJCF sous prétexte d'incompatibilité personnelle. Des pratiques, régulières depuis 2015, s'apparentant à de l'intimidation et à du harcèlement moral au sein de la coordination nationale du Mouvement, visant particulièrement les responsables de l'UEC. Plusieurs dirigeants du Parti ont reconnu l'importance de mettre un coup d'arrêt à ces pratiques. Elles n'ont malheureusement jamais vraiment cessé, malgré quelques accalmies. Des agressions physiques ayant occasionné plusieurs jours d'ITT, perpétrées à deux reprises en 2019 par un permanent du MJCF sur deux coordinateurs nationaux de l'UEC. L'une d'elle s'est produite au sein du siège national. Face à des situations si graves, la première responsabilité d'un dirigeant du Parti est de protéger ceux qui sont victimes de ces exactions. L'avons-nous fait ? Sinon, pourquoi ? Dans ce contexte, et sans garanties réelles sur la sérénité des espaces collectifs du MJCF, il serait sans doute cavalier de reprocher à la direction de l'UEC, au même titre qu'une quinzaine de fédérations du Mouvement, de n'avoir pas investi pleinement lesdits espaces. Ensuite, tu affirmes que la crise est due à une « division » au sein de l'UEC. Évidemment, personne ne le nie, les méthodes que j'ai évoquées ci-avant ont profondément divisé le MJCF dans son ensemble, au-delà d'ailleurs des relations avec l'UEC. C'est le sens du communiqué publié par une quinzaine de fédérations au lendemain de l'ANA (<https://www.facebook.com/jeunescommunistes44/posts/1437206256483351>). Cette situation de morcellement, où la majorité des jeunes communistes ne se reconnaissent plus dans l'activité de la JC, est insupportable. Comme direction du Parti, il est nécessaire que nous accompagnions nos jeunes camarades pour réagréger l'organisation, associer à nouveau toutes celles et tous ceux qui ont été exclus. J'ose penser que c'est encore possible, à condition qu'on ne laisse pas les choses pourrir. Les étudiants communistes sont en réalité bien moins fracturés, même s'ils sont évidemment touchés par la situation du Mouvement. Ils se sont très largement rassemblés lors de leur Conférence nationale (un événement récurrent depuis 1959). Par ailleurs, mais c'est un autre sujet, un certain nombre d'étudiants, membres du MJCF mais non de l'UEC, sont en désaccord avec l'activité, voire l'existence, de l'UEC. Les fédérations JC se réclamant aujourd'hui de la volonté de participer aux débats de l'UEC et d'élire sa direction étaient majoritairement dans ce cas de figure, souvent depuis plusieurs années, jusqu'à l'ouverture de l'ANA. Pour la plupart, elles ne disposent pas de secteur UEC car elles n'en souhaitent pas, par choix politique. Dès lors il ne s'agit pas, dans l'immense majorité, de membres de l'UEC en désaccord avec son activité politique, mais bien de camarades qui, pour des raisons diverses, ne souhaitent pas que l'UEC existe. En septembre, afin de légitimer cette mise à l'écart inédite, la direction du MJCF a imprimé de fausses cartes d'adhésion UEC, en doublon de celles éditées légitimement par la direction élue de l'UEC. Dès lors la confusion est complète. Faire semblant d'adhérer dans une structure dans le seul but de lui nuire porte un nom : l'entrisme. Cela correspond-il aux pratiques que nous souhaitons défendre ? Tu évoques également les adhésions d'étudiants réalisées cette année, précisant que le MJCF en a réalisées davantage que l'UEC. Je ne doute évidemment pas du fait que les fausses cartes, imprimées quelques semaines avant l'ANA et envoyées par La Poste, ont bien mieux circulé que les vraies, mais je me permets de te rappeler que le processus de remontée des adhésions commence, comme dans toutes les organisations étudiantes, avec la rentrée universitaire... qui a eu lieu il y a à peine un mois et demi. J'aimerais donc que l'on parle d'un bilan d'organisation sur l'année. Je n'imagine pas,

évidemment, que cette présentation des choses vise à dénigrer. J'ajoute que depuis trois ans, toute adhésion à l'UEC réalisée sur son site internet est détournée : la direction de l'UEC n'est pas destinataire des coordonnées récoltées et elles ne lui sont pas communiquées. Il faut aussi évoquer la question des moyens financiers de l'UEC, totalement coupés depuis près de deux ans par la direction du MJCF. Pour finir sur ce point il faut aussi rappeler (mais tu le sais pourtant déjà) que l'adhésion d'un étudiant au MJCF n'a jamais valu adhésion à l'UEC. Adhérer à l'UEC a été, de tous temps, la démarche consciente et volontaire d'un étudiant souhaitant militer sur son lieu d'études. Il y a toujours eu dans le Mouvement une quantité non négligeable d'étudiants membres du MJCF, mais pas de l'UEC. Cela est bien normal : flécher automatiquement tout étudiant à l'UEC, sans réflexion sur la politique de cadres ni l'implantation, aurait eu pour conséquence mécanique de vider le MJCF d'une bonne partie de ses adhérents. La situation actuelle est donc, de ce point de vue, totalement délirante. Enfin, tu présentes comme clivage central la question du respect des "processus démocratiques" du MJCF.

Lors du dernier Congrès de janvier 2019 de nouveaux statuts réduisant l'autonomie de l'UEC avaient été discutés, ce afin de préserver l'unité du Mouvement dans un contexte déjà explosif. Pourtant même dans ce cadre et malgré ces compromis bancals, la direction du MJCF a voulu passer en force et n'a pas respecté les nouveaux statuts, concernant l'élection des directions lors de ce même Congrès. Depuis, la situation s'est aggravée au fil des mois. En janvier 2020, une réunion du CN du MJCF décide de la non-reconduction de la moitié de ses membres lors de la prochaine ANA, en violation des statuts. En juillet 2020, une réunion du CN du MJCF en visioconférence exclut Anaïs Fley, secrétaire nationale de l'UEC, de la coordination du Mouvement, là encore en violation des statuts. Ces derniers mois, une « séance étudiante » fantôme de l'ANA est convoquée sans la direction, statutairement élue au Congrès, de l'UEC, ni même ses adhérents. L'impression de fausses cartes quelques semaines avant l'ANA ne poursuivait manifestement que ce but. Encore une fois, dans ce contexte où seule prime la loi du plus fort, les 100 étudiants communistes issus de 25 villes et 47 établissements universitaires, réunis en Conférence nationale les 24 et 25 octobre, décident de se constituer en séance étudiante et, conformément aux statuts du MJCF, de renouveler leur direction nationale. A la lumière de tous les faits énoncés précédemment, cette décision se présente comme mesurée, proportionnée et raisonnable. Une semaine plus tard à l'ANA comme nous le savons, une trentaine de jeunes communistes étudiants font le choix regrettable du passage en force, malgré les nombreuses propositions de conciliation qu'Anaïs a acceptées ; ce que tu évoques dans ton document. Comme tu le vois, les faits sont têtus. L'avantage est qu'à chacun d'entre eux correspond une abondante documentation et de nombreux témoins. En tout état de cause, tout cela pose des questions de fond aux dirigeants du Parti que nous sommes. Est-ce le genre de pratiques que nous souhaitons promouvoir, dans le cadre de nos organisations, alors que s'amorce la préparation de notre prochain congrès ? Si c'est le cas, j'ai bien peur que nous n'allions au-devant de très graves problèmes. Si au contraire, comme nous l'avons affirmé ces derniers mois, nous considérons le respect de nos valeurs comme primant sur toute autre considération, il nous suffit de le dire, et d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Pour commencer, n'acceptons pas la violence et le passage en force comme mode de fonctionnement, en refusant d'acter les décisions de division prises à l'ANA du 31 octobre. Garantissons la fin des exclusions et mises à l'écart pour motifs politiques au MJCF. Protégeons les camarades qui ont eu à vivre ces pratiques, au cours des derniers mois et à l'ANA. Dans une période marquée par la faiblesse de toutes les organisations de jeunesse du pays, dont les nôtres, nous devons faire le choix d'additionner les forces et non d'en soustraire. Il s'agit de notre responsabilité de dirigeants. Ouvrons à un retour à une situation normale, dans laquelle les jeunes et étudiants communistes pourront de nouveau débattre, échanger et militer, tous ensemble. Fraternellement.

Jean-Noël Aqua – Paris (*non communiquée*)
Jérémie Giono – Isère (*non communiquée*)

Aline Guitard – Rhône

Je crois que l'important, comme l'a dit Nadine, est de travailler à l'expérience commune, à la construction. Je suis comme beaucoup ici, issue de l'engagement d'abord à la JC à laquelle j'ai adhéré à 15 ans puis à l'UEC lorsque je suis devenue étudiante puis à la JC où je suis retournée brièvement à la fin de mes études en tant que jeune travailleuse. Nous savons à quel point avoir une organisation de jeunesse dynamique, rassembleuse est essentielle pour permettre l'entrée en politique de la jeunesse !

Comme l'a dit Jérémie (et je reprends sa proposition d'une commission de travail du parti sur ce sujet) la question est : de quelle organisation de jeunesse avons nous besoin dans le contexte actuel ? Je crois moi que nous avons besoin d'un mouvement qui permette à tous les jeunes qui sont au coeur des politiques actuelles de s'engager. Nous avons besoin d'une JC et d'une UEC dont les adhérents se sentent bien et libres de leur organisation, dans le respect de chacune. Il y a toujours eu des étudiants qui préféreraient militer dans leur quartier et n'adhéraient pas à l'UEC. Ce n'est pas un problème. L'inverse, l'UEC n'est jamais cantonnée à la seule question étudiante, ma génération a mené des batailles électorales, d'autres contre les lois Pasqua... Chaque adhérent est libre de s'organiser où et comme il le veut.

Aujourd'hui la jeunesse est la première cible des politiques capitalistes, à l'Université, Jean-Noël l'a rappelé, comme dans le monde du travail. Il y a urgence à retrouver une organisation de jeunesse de masse, puissante. Or les chiffres qui circulent aujourd'hui font état d'un mouvement atteignant à peine 1000 adhérents en comptant l'UEC ! On est très en deçà des besoins, de la gravité de la situation qui est faite à la jeunesse de ce pays ! C'est cela qui doit nous interroger en tant que responsables du PCF ! Car la faiblesse de nos organisations de jeunesse prépare une faiblesse du PCF pour l'avenir, une difficulté à parler à la jeunesse, à la politiser, à l'organiser nous-même !

Si nous en discutons en CN ce n'est donc pas pour décider la place de la JC et de l'UEC. C'est bien parce qu'il y a à la fois un enjeu qui se pose à nous et une demande de médiation qui nous a été faite, après le dernier congrès. Dans ce cadre, je ne comprends pas pourquoi les propositions faites par Anaïs, qui a été élue en Congrès du Mouvement, de fusionner les forces de l'UEC ne sont pas reprises, elles permettraient de reprendre le dialogue et le travail entre étudiants communistes. Je vois localement, (et Fabien l'a vu le 28 dans le Rhône où les deux orgas étaient ensemble toute la journée !) comment Jeunes et Etudiants communistes sont capables de travailler ensemble sur des batailles communes et comme ils sont capables aussi de mener des batailles différentes, autonomes, dans le respect mutuel. Nous devons aider à dépasser les divisions.

Dans ma Section, il y a au CS une représentant de l'UEC élu. Il n'y a plus de représentant de la JC car il n'y a pas vraiment de cercle de la JC sur Lyon mais dès qu'il y en aura, nous inviterons son responsable en CS. C'est ainsi que le parti parvient à entendre les débats qui parcourent la jeunesse, ainsi qu'il est aiguillonné par leurs questions et leurs batailles. Quand à la fin de l'été Anaïs a fait le tour des secteurs, cela nous a permis de lancer un travail conjoint du PCF Lyon avec l'UEC, sur la question du revenu étudiant. Mais aussi sur la question des transports et c'est une aide mutuelle, politique, qui s'est installée. Et ce que nous devons permettre en continuant la médiation nationale, à la fois pour le développement des deux branches du MJCF mais aussi pour l'avenir du PCF.

Sébastien Laborde – Gironde

Sur MJCF-UEC

1er point

J'approuve la proposition d'Igor, que les questions de la jeunesse soient l'objet d'un travail important du CN et d'une séance du conseil national. Dans ce débat, cet échange plutôt, la question de la situation de la jeunesse aujourd'hui, et des difficultés de ses organisations, et de

l'importance pour nous de l'existence et de la capacité d'agir du MJCF et de sa branche étudiante l'UEC, toutes ces questions sont à creuser. Le MJCF fait ce travail là, et nous avons besoin de nous nourrir des débats et de ce dont discute le MJCF, et nous avons aussi un rôle à jouer. Mais nous avons avec le parti notre part de travail d'analyse et de propositions à fournir. 2ème point. Je ne pense pas que notre rôle soit un rôle d'arbitre après avoir écouté la version et le déroulé de tout ce qui a pu cliver le débat par les uns et par les autres. On n'arrivera pas à rassembler en désignant les gentils et les méchants. Mais en remettant la politique au cœur du débat et de la prise d'initiative. 3ème point et c'est ce qui m'intéresse le plus, il s'agit donc de travailler au rassemblement des étudiants communistes et leur place au sein du MJCF en refusant la scission ou la division actuelle. Mon point de vue : Quelque soit la nature du débat, la profondeur des désaccords, il n'y aura d'issue et de construction que dans le respect des statuts du mouvement, des règles communes, qui peuvent d'ailleurs être soumises au débat également, mais dans le cadre actuel. Et avec l'élaboration d'une démarche commune. Et ça ne peut pas être la politique du fait accompli. Enfin, et ce débat et ce processus, et ce débat politique ne peut se construire à partir de l'addition de deux collectifs, mais de l'ensemble des étudiants communistes, nous avons besoin, le MJCF a besoin d'être en capacité d'intervenir dans les universités. Il n'y aura d'issue à cette situation qu'avec la construction de batailles communes et qui s'adressent largement aux étudiants et comme le disait Jeremy de se donner des perspectives politiques. Le rôle que nous avons à jouer ici est d'aider à ça, à la vie du mouvement, à l'activité des jeunes communistes.

Camille Lainé – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis *(non communiquée)*

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

Pour ma part, je ne ferai pas une intervention à charge contre qui que ce soit. Nous n'avons pas un rôle d'arbitre, mais la responsabilité de contribuer à rassembler. Une petite précision utile. J'ai entendu dans le débat « le MJCF c'est l'organisation de jeunesse du PCF ». Non. Le MJCF est une organisation politique communiste de jeunes avec laquelle le PCF entretient un lien étroit. Cette nuance est importante. Comme d'autres générations avant la mienne, nous sommes attachés lorsque nous étions à la JC, à défendre cette conception de notre indépendance en écho à notre conception de la jeunesse, de son rôle politique autonome, refusant tout paternalisme ou ingérence politique dans l'élaboration de nos positions et de nos directions. J'ajoute que cette nuance est d'autant plus importante parce que à l'époque où nous étions un peu plus nombreux à la JC, beaucoup de jeunes étaient membre de la JC sans être adhérent du PCF. C'est une conception importante du point de vu du rayonnement de nos idées et de notre conception des organisations de masse. Comme la souligne donc la plupart des interventions, nous devons continuer à travailler avec l'ensemble des jeunes et étudiants communistes, continuer la médiation en n'excluant personne. Enfin, j'alerte sur une question qui me semble essentielle. Si, comme cela a été réaffirmé cet après-midi, nous nous dirigeons vers la présentation d'un candidat communiste à l'élection présidentielle, comment prétendre rassembler les français sur un vote si nous ne parvenons pas déjà à rassembler les communistes ?

Alain Pagano – Maine-et-Loire *(non communiquée)*